

Rebellion

Bimestriel socialiste révolutionnaire européen

SARKO PRÉSIDENT

**CEUX QUI
SE LÈVENT
TÔT VONT
DÉCHANTER !**



**POURQUOI SARKOZY ?
LE BEL AVENIR DU SYSTÈME
FOCUS SUR L'ANTIFASCISME
LE TROTSKISME
DÉCOUVRONS CASTORIADIS**

Un dimanche de grande sionitude

«...il peut arriver que des gens, sans cesser d'être adversaires ou rivaux, s'entendent néanmoins pour l'accomplissement de telle ou telle besogne déterminée, et ce sont là des choses qui se voient journellement, en politique par exemple.»

René Guénon.

Les deux candidats à l'élection présidentielle, adoués par l'axe capitaliste américano sioniste, ont donc fait recette auprès du public « médiatisé » (au sens d'objet du pouvoir des médias) avec une participation record à la mascarade électorale. Les représentants du système s'en sont félicités comme il se doit, entonnant les louanges de la démocratie et de ses bienfaits. Il s'agirait donc d'un retour du politique et de l'épanouissement total et définitif de la conscience citoyenne dans le meilleur des mondes capitalistes possible où chacun, enfin, va pouvoir s'enrichir et décider de son destin en toute autonomie. Mais comment se fait-il que personne n'y ait antérieurement pensé ?! Quelles étaient les forces obscures s'opposant à ce pieux dessein ? Dans l'enthousiasme général personne ne semble s'intéresser à cette question puisqu'il est d'ores et déjà acquis qu'un nouveau règne arrive, qu'un tournant essentiel vient d'être pris. Ce sur quoi nous sommes d'accord mais probablement pas pour les raisons communément invoquées. Il s'est en effet produit quelque chose de singulier : c'est l'adhésion véritablement effrayante du peuple français à la fausse alternative qui avait été soigneusement mise en place depuis des mois par les experts du conditionnement mental et idéologique soutenus par la logistique financière habituelle. Ceux-ci avaient clairement désigné les candidats officiels au second tour et introduit une dose de suspense avec l'inénarrable Bayrou. Le thème retenu par la bourgeoisie était celui d'un projet de société (un des avatars de l'idéologie de la « gouvernance »). D'un côté la version sociale démocrate, citoyenniste et béate de la « participation », de l'autre l'idéologie du « travailler plus pour gagner plus » version surfer californien. Entre les deux, la voix du marais, le syncrétisme du marigot se faisant passer pour l'original de la partie, le contestataire du système (de quoi pleurer!).

Le succès de Sarkozy est un symptôme, avant tout celui du désespoir dans lequel les français sont plongés face à une situation bloquée : misère sociale et économique pour beaucoup, absence de valeurs authentiques

finalisant le lien social. Le vainqueur a eu le talent incontestable de faire croire qu'il représentait la rupture avec l'idéologie et la pratique de la gauche. Cette dernière a été, en effet, largement rejetée par les électeurs. Mais, entendons-nous bien, il s'agit du rejet d'une dynamique portée largement ces dernières décennies par les représentants de celle-ci et reprise par de larges secteurs des partis de droite (ce qui montre l'inanité actuelle d'un tel clivage) consistant à paralyser le bon sens populaire (la commun decency de Georges Orwell) et à laminer les dernières défenses immunitaires du corps social contre l'agression capitaliste (immigrationnisme, culpabilisme, européisme, féminisme, cosmopolitisme, citoyennisme, altermondialisme, pédagogisme, etc.). Le fruit était donc mûr pour tomber dans l'escarcelle de Sarkozy, peaufinant depuis bien longtemps un discours musclé de retour à l'ordre et aux valeurs essentielles. Par là même, il empiétait largement sur les plates-bandes du Front National, dont la partie la plus droitière et réactionnaire de son électorat, lui accordait ses suffrages. Jean Marie Le Pen avait par ailleurs conduit, probablement, sa meilleure campagne électorale sur le plan de l'intelligence politique et de son positionnement idéologique. Il n'est donc pas aussi paradoxal que cela, que les moins lucides de ses électeurs aient voté Sarkozy.

Dans ce contexte, on remarquera que le débat sur la politique étrangère ait été le parent pauvre de cette campagne, ce qui devrait pourtant peser dans le débat étant donné le rôle du président de la République à cet égard d'après la Constitution en vigueur. Là, réside sans doute la clef du bouleversement politique dont nous serions les témoins. Les trois premiers candidats étaient des européistes convaincus et il fut très significatif que Ségolène Royal ne put en la matière que surenchérir sur Sarkozy. Nous avons signalé durant ces dernières semaines les positions communes de ces candidats, leur inféodation totale à l'atlantisme (déclarations délirantes de S. Royal sur l'Iran). Sarkozy a étonnamment rejeté l'entrée de la Turquie en Europe, soutenue par contre ardemment par son adversaire. Mais n'est-ce pas parce qu'il sait que la voix de la France ne pèsera guère, à ce sujet, au sein de l'antré européiste et que les forces réelles du mondialisme n'en feront qu'à leur tête ? Aurait-il reçu l'autorisation de Washington de faire mine d'une pseudo indépendance en contrepartie d'un soutien sans faille à l'axe américano sionis-

P2> EDITO

Un dimanche de grande sionitude

P4> ACTUALITE

Pourquoi Sarkozy ?

Promenade au milieu des ruines

P6> ANTISYSTEME

Le bel avenir du Système ...

P8> ANTICAPITALISME

Un système social

et culturel moribond

P10> La revolution ici et maintenant

P11> FOCUS

L'antifascisme, entre parasitisme et division des forces populaires

P13> Les Trotskistes :

ennemis de la classe ouvrière

P16> IDEE

Nous voulons détruire la gauche !

P17> FIGURE

Au coeur du Labyrinthe ...

Cornelius Castoriadis

Rébellion

Bimestriel socialiste
révolutionnaire européen

Directeur de la publication

O. Gnutti

Adresse postale

« Pour la renaissance

du socialisme européen »

BP 62124 31020 Toulouse cedex 2

rebellion_larevue@yahoo.fr
http://rebellion.hautetfort.com

©Tous droits de reproduction réservés pour tous pays. Reproduction, de quelque manière que ce soit, interdite sauf accord écrit préalable de la direction.

ISSN 1761-7669

Abonnement

> Pour 6 numéros : 18 euros (15 euros pour les lycéens, étudiants et chômeurs)

> 23 euros pour l'étranger

Chèque à l'ordre de l'association

« Pour la renaissance du socialisme européen »

Rébellion est un bimestriel de diffusion d'idées politiques et méta politiques d'orientation socialiste révolutionnaire.

Nos positions

Nous sommes les héritiers de **L'Association internationale des travailleurs (A.I.T., Ière Internationale)**, première organisation consciente du mouvement ouvrier européen.

Du socialisme français dans sa diversité (Proudhon, Blanqui, la Commune, Sorel, etc.), du syndicalisme révolutionnaire, **du National-Bolchévisme** (Niekisch) et plus largement des socialismes enracinés dans leurs patries.

Nous préconisons un **socialisme respectueux de l'identité de chaque peuple dans une Europe forte et consciente de sa communauté d'origine et de destin.**

Nous rejetons le nationalisme centralisateur et sa caricature, le micro nationalisme séparatiste.

Afin de mettre en œuvre un socialisme authentique et original, nous rejetons le socialisme bureaucratique d'Etat et **soutenons toute forme de démocratie participative, organique et directe dans un Etat de type fédéraliste.**

Nous considérons l'Europe de Bruxelles comme étant une parodie de souveraineté européenne, aux antipodes de l'application réelle du principe de subsidiarité, seul moyen de recréer un véritable lien social.

Nous optons pour un anti-racisme différentialiste.

L'immigration à grande échelle est une tragédie tant pour les peuples européens que pour les immigrés déracinés **victimes du Capitalisme mondialiste qui n'a d'autre finalité que son processus de valorisation et de financiarisation.**

Notre modèle est celui d'une Europe fédérale respectueuse des Nations, des peuples, des régions ; **Europe à vocation impériale et non impérialiste.**

Partout dans le monde nous soutenons la cause des peuples **contre l'homogénéisation et exploitation capitaliste dont les Etats-Unis constituent le principal, mais non unique, vecteur.**

Nos objectifs

Créer une nouvelle convergence des diverses tendances anti capitalistes et anti mondialistes.

Pour une réappropriation socialiste du politique.

te au Proche et Moyen Orient ? Son élection, en effet, a été saluée avec enthousiasme en Israël et outre Atlantique. Par contre, elle inquiète dans de nombreux pays arabes. Ainsi, Royal avait beau vouloir montrer patte blanche aux maîtres du monde, Sarkozy restait l'élu de leur cœur. Il s'est donc produit réellement quelque chose d'important dans notre pays mais qui est largement celé par le pouvoir : l'abandon de la tradition gaullienne d'indépendance, de jeu de contrepoids sur le plan international et de vision géopolitique (il est vrai déjà largement trahie, à plusieurs reprises, par les divers présidents de la V^e République).

Dès Juin, la « vague bleue » qui s'annonce lors des législatives va probablement fournir à Sarkozy la majorité qui lui est nécessaire pour gouverner sans partage.

Les gesticulations de la Gauche et l'agitation gauchiste ne feront rien pour stopper son ascension inévitable. Le calme de l'été va lui permettre d'asseoir son autorité et de préparer l'application de son véritable programme : en résumé, l'assujettissement définitif de la France au système du capitalisme mondialiste par l'achèvement de la mise en place du turbo libéralisme économique.

Elu sur un plan média basé sur l'affirmation de l'identité nationale et la prise en cause des attentes des classes populaires sur lesquelles rejaillirait la richesse d'un capitalisme assaini (mais pourquoi n'y a-t-on jamais pensé ? Vraiment, cette question nous taraude à *Rébellion...*), il est fort à parier qu'il oubliera vite ses promesses généreuses et décevra les attentes des ses électeurs laborieux. Il révélera alors son vrai visage, celui d'un homme au service des intérêts des patrons des multinationales et des grandes banques, un fidèle allié de l'impérialisme américain et du sionisme, un fervent défenseur d'une Europe technocratique, prison des peuples. Plusieurs signes ne trompent pas. Si les anecdotiques repas fastueux et l'escapade maltaise sont plus des relents malsains de la déplorable « stérification » des politiques, les mesures annoncées dans les domaines du social et de l'éducation sont plus inquiétantes. Avec lui, tout devient possible : surtout le pire.

Face au rouleau compresseur de la Droite, l'opposition parlementaire s'annonce lamentable. Entre un Parti « Socialiste » englué dans la guerre des chefs et incapable de choisir une ligne claire, et un parti centriste d'une mollesse affligeante, devenu une coquille vide après le ralliement prévisible de ses notables à l'UMP, il n'y a rien à attendre de la future Assemblée Nationale qui restera un bureau d'enregistrement des décisions de la bourgeoisie. Ne parlons plus des Verts et de feu le PC qui ne sont plus que des satellites d'un PS impuissant. L'enterrement définitif du PC accompagné, d'ailleurs sym-

boliquement, la phase historique qui se clôt dans notre pays. Les trotskistes qui ont accompli la mission de destruction du PC qui leur avait été confiée, annoncent pour la galerie un « automne chaud », rêvant déjà d'un troisième tour dans la rue, propageant ainsi beaucoup d'illusions. Sans assise populaire, ils doivent se contenter de brasser du vent dans les amphithéâtres de quelques facs et de former quelques incidents urbains à base de jets de canettes de bière et d'incendies de poubelles (ambiance de saccagisme comme dirait S. Royal dont la contribution à l'évolution de la langue française aura été déterminante durant ces derniers mois). Pendant ce temps, le Front National doit gérer son tassement électoral et tenter d'assurer sa survie. Il sera amené à refaire un retour sur lui-même douloureux et à se tenir en marge de la vie politique.

Plus que jamais le système est verrouillé de l'intérieur et l'absence d'une force porteuse d'une alternative se fait cruellement sentir. Les résultats des présidentielles nous enseignent qu'il nous faut rester lucide et vigilant. Lucide sur l'état des forces révolutionnaires (plus que jamais réduites et bêtement divisées). Vigilant pour éviter de finir broyé ou récupéré par l'appareil étatique. Restez attentif pour ne pas vous laisser « endormir » et soyez les grains de sable qui finiront par faire gripper la machine et le ferment qui redonnera vie à une conduite consciente de la lutte de classe contre le capitalisme. Au début du mois de mai, le président Chavez (salut à toi camarade !), en éloignant son pays de la dépendance envers les institutions internationales mondialistes, a montré ce que pouvait réaliser un peuple conscient et courageux. <

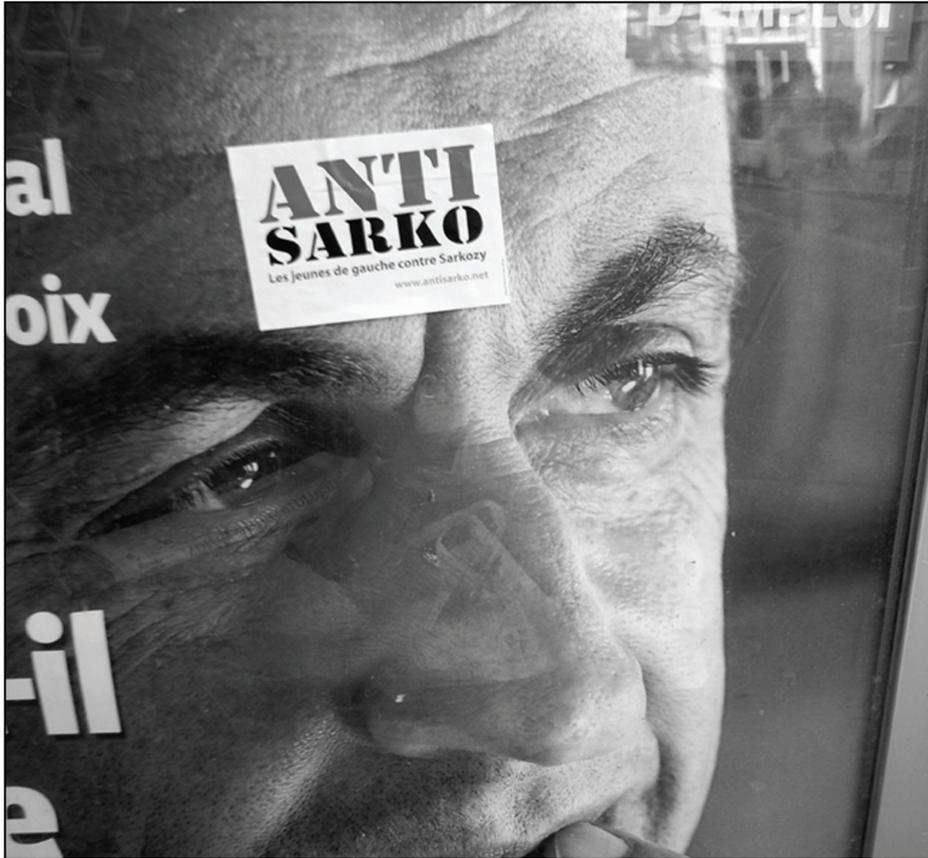
Communiqué de Rébellion suite au débat télévisé Séko-Sargo (3 mai 2007)

Rébellion renvoie, bien évidemment, les deux candidats de la bourgeoisie dos à dos et attire l'attention de ceux qui nourrissent encore des illusions à l'égard de S. Royal (« moins pire que Sarkozy ») sur le fait que celle-ci a surenchéri sur son adversaire quant à l'entrée de la Turquie en Europe - axe essentiel du projet politique du capital américano sioniste au Proche Orient - et qu'elle a confirmé ses propos belliqueux, tenus lors de sa visite en Israël, à l'égard du régime iranien et de sa politique nucléaire civile. Les maîtres des candidats à la Présidentielle ont de quoi être satisfaits, aucun des deux ne les contrariera. Dimanche 6 mai :

**ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE !
ET VIVE LE PRESIDENT
HUGO CHAVEZ !**

Pourquoi Sarkozy ?

Promenade au milieu des ruines



La France pourrait

Difficile pour nous de poser un regard lucide sur la victoire « facile » de N. Sarkozy. Nous qui avons toujours tenté de ne pas tomber dans les pièges de la politique spectacle nous avons cru déceler une certaine indépendance, une relative lucidité chez les Français. Il n'en est, visiblement, rien. Comment en est-on arrivé ?

Comment ce vieux pays, producteur de 1789 et de 1936, de la Résistance et de la république a-t-il pu se donner si facilement à un personnage dont l'arrogance n'égale que la servilité vis-à-vis des Etats-Unis ? La réponse est un peu dans la question : la France de de Gaulle et de Robespierre c'est aussi celle des Chouans et de l'OAS, des gens sincères qui se trompent de colère... Chez nous comme ailleurs le meilleur ne s'écarte jamais longtemps du pire. Malgré notre attention nous avons sans doute sous-estimé le pourrissement du corps social : si certains musulmans deviennent islamistes, pourquoi certains français ne deviendraient-ils pas sarkozistes ?

Jamais les classes sociales n'ont été aussi impitoyables entre elles. Voyoucratie toute

puissante en banlieue et barons voleurs capitalistes pressurent la France qui bosse, celle qui passe au guichet tout le temps, celle qui a fait des études et qui ne peut ou ne veut tricher. Or, ces classes moyennes en plein désarroi ne forment nullement une classe sociale homogène : elles produisent, elles aussi, leurs Bernard Tapie à « droite » et leurs assistés professionnels à « gauche ». En interne ces millions de Monsieur Moyen on entamé une guerre civile froide poliment appelé « concurrence » et « compétitivité ».

Pour cause de traités européens (nullement remis en cause) les classes moyennes coincées entre la violence des racailles et la tyrannie du CAC 40 sont devenues cannibales : depuis les années 80 la vague du divorce de « confort » en a ruiné un gros pourcentage, ensuite le chômage a renforcé cette angoisse, pour finir le sous-emploi écrasant des jeunes a achevé le processus de pourrissement. Les gens qui avaient tout gagné dans les années 60-70 se retrouvent tout nu dans l'isolement. Certes, ils ont tenté de résister en préférant le Chirac de la « fracture sociale » à Balladur en 95, ils ont voté massivement pour la gauche en 97, même chose aux régionales en 2004,

même témérité au référendum sur la constitution européenne. Et après ? Leur situation instable s'est-elle durablement améliorée ? La délinquance qui pourrit leur quotidien a-t-elle été réduite ? Leur entreprise est-elle moins soumise aux actionnaires ? Non. La situation reste pourrie, l'avenir sombre.

Dès lors pourquoi Sarkozy ?

Ce politicien verbeux est la caricature parfaite de ce qui leur pourrit la vie. Fort avec les faibles, faible avec les forts, arrogants avec les petits, dégoulinant avec les puissants... On croirait un personnage de dessin animé.

Pour comprendre ce paradoxe il faut se replonger dans les romans naturalistes du XIX^es qui décrivent avec génie cette mentalité petite-bourgeoise : en cas de problème les classes moyennes préfèrent déclencher une guerre civile plutôt que de tenter une révolution. Programmées dès l'origine pour travailler et posséder un patrimoine plus gros que celui du voisin, toute réforme sociale est vue comme une menace, et, plus par mimétisme que par conviction (elles n'en n'ont pas) elles préfèrent s'identifier au sommet plutôt que regarder en bas. C'est pour cela que les petits artisans se mettent à leur compte en rêvant de faire fortune. En promettant une baisse des charges, des impôts et de la délinquance Sarkozy, porté par un martelage médiatique inouï, ne pouvait que provoquer un vote en sa faveur.

Mais il n'y a pas que les classes moyennes qui pourrissent, les classes populaires n'en finissent pas de pourrir, elles aussi. Les émeutes en banlieue en 2005 ont montré à quel point l'Etat ne pouvait rien faire de sérieux dans ces espaces de relégation. Une partie des impôts payés par les salariés alimentent des « aides sociales » qui, finalement, encouragent les pires parasites sociaux à le rester. Là aussi, un discours d'autorité (comparable à celui du FN) ne pouvait que provoquer une certaine popularité.

La France vieillit

Question toujours écartée par les médias : le vieillissement de la population. Traumatisée par la violence sociale des années 80 les gens ont cessé de faire des enfants, en tout cas ils en font bien moins qu'après la guerre d'où un vieillissement accéléré de la population pour cause de départ à la retraite des enfants du baby boom... Des départements et des villes entières se trouvent peuplées de « vieux » qui ont passé leur vie à cultiver cette mentalité petite bourgeoise qui, à la retrai-

te, se transforme en terreur de tout et de rien. Immigration, jeunesse, inondations et canicules font un cocktail qui pousse, là aussi, à un vote qui se présente comme protecteur. Sarkozy réalise ses scores les plus énormes chez les personnes âgées, qui, soyons honnêtes, ne portent pas en elle l'avenir du pays. A l'inverse, les plus jeunes, ceux qui ont encore le temps de se résigner, rejettent catégoriquement l'ami des puissants.

Contre la Commune en 1870, pour Pétain en 1940, pour Sarkozy en 2007 les classes moyennes en crise ou vieillissantes n'ayant que leur égoïsme et leur fantasmes comme boussoles ont, une fois de plus, tenter de lier leur sort à quelqu'un qui, objectivement, se moque totalement d'eux et de leurs souhaits vu que les décisions se prennent ailleurs. Une fois arrivé au sommet il tentera tout, absolument tout, pour y rester...

Vous avez dit opposition ?

L'autre grande cause de la victoire de Sarkozy est l'absence d'opposition crédible. Alors que le PS avait un boulevard pour l'emporter après plus de 10 ans de chiraquisme et devant les amitiés pro américaines et sionistes de Sarkozy, le principal parti de « gauche » est resté prisonnier de sa tour d'ivoire. Lui aussi a fait n'importe quoi aux affaires, lui aussi se veut proche d'Israël... Incapable de revenir sur ses choix comme le OUI à la constitution européenne, incapable aussi de faire le ménage dans Mai 68... Animé par des politiciens qui sont complètement coupés de la réalité sociale, le PS a plébiscité, en interne, la candidate la plus en marge du système, c'était oublier un peu vite son CV qui, lui non plus, n'a strictement rien de populaire. Tous ex ministres de Mitterrand les candidats à la candidature ont rivalisé de conformisme et de démagogie pour séduire quelques milliers d'encartés tous plus ambitieux et naïfs les uns que les autres.

Ensuite S. Royal est resté cette dame patronnesse de province, à mi chemin entre Paris-Match et l'église des beaux quartiers, un peu comme ces artistes contemporaines qui ne sont de gauche que parce que la place était prise à droite.

Certes elle a doublé le nombre de voix du PS par rapport à 2002, mais seul l'effet 21 avril a joué en sa faveur, toutes les « idées » avancées sont du vent et disparaissent les unes après les autres. A part un sparadrap vagueur social sur la tumeur libérale la gauche ne proposait rien de positif. Ni taxe Tobin, ni renégociation des traités européens et surtout pas un protectionnisme (même européen). De plus, le score de Royal le 22 avril a été dopé par les voix apeurées des bobos qui ont laissé tombé comme des crottes leurs candidats protestataires préférés.

On peut critiquer (non sans raisons) ATTAC et la mouvance altermondialiste, il y avait tout de même une carte électorale à jouer

à « la gauche de la gauche ». Une sorte de Linkpartei à l'allemande aurait pu éventuellement faire pression dans le bon sens, mais non, les révolutionnaires de salon, à la tête de partis squelettiques ont préféré présenter pas moins de quatre candidats[1] !

Pire encore tous ces candidats ont rallié ventre à terre Royal moins d'une heure après les premiers résultats. Dès lors, pourquoi donc voter encore pour cette gauche « révolutionnaire » puisqu'elle ne sert qu'à rallier un des partis responsable de la misère sociale ?

Si on rajoute à cette caravane hétéroclite des éléments « centristes » on aboutit à une sorte de grande coalition comme à Rome ou Berlin où des pro de la com et du marketing voient l'inondation libérale sinistrer le pays sans rien faire sinon de la figuration. C'était ça la gauche plurielle. La tendance « tout sauf Sarkozy » sert peut-être à mobiliser contre le candidat le plus dangereux, mais ça revient aussi à abandonner le débat d'idée et le combat politique. On retrouve l'absence totale de perspectives du second tour de 2002 quand des millions de gens n'ont pas voté « pour » mais tout simplement « contre ».

Le FN, qui incarne pour certains la seule vraie opposition, a aussi une lourde responsabilité dans cette victoire de l'anti-France : en polluant de débat depuis plus de 20 ans en attaquant, lui aussi, le modèle social français[2], il a préparé les esprits étroits et désespérés à voter pour Sarkozy, seul candidat capable d'appliquer une partie du programme...

Après avoir été créé par Mitterrand pour casser en deux la droite, voilà que le FN se prépare à disparaître de l'Histoire avec son fondateur en rendant aux aristos ses brebis égarées...

Il reste un mot à dire de la galaxie républicaine. Comme c'était prévisible la plupart des personnalités de cette tendance sont passés au comptoir : Chevènement a rallié Royal sans rien obtenir, Gallo et Guaino sont devenus des sarkozistes de la dernière minute, un peu en avance par rapport à N. Dupont-Aignan qui vend pour un plat de lentilles sa ridicule clientèle... Seul le Comité Valmy fait face en ne donnant aucune consigne de vote aux deux tours.

La France d'après sera comme celle d'avant

Si on en juge par son parcours et ses déclarations Sarkozy fera à peu près n'importe quoi. Le pire est à craindre bien sûr. C'est évident, mais le pire dure depuis déjà presque 20 ans et aucune mobilisation n'a réussi à venir à bout des coups de la mondialisation.

Plus vraisemblablement comme Aznar ou Berlusconi, comme Blair et Merkel il ne fera pas grand-chose sinon laisser le Marché continuer de régir nos vies, nos rêves, notre avenir. Les supermarchés seront le paradis dont la précarité est l'enfer. Les acquis sociaux imposés par la résistance après la guerre vont

continuer de fondre sur fond de grogne syndicale sans perspective sinon trahir encore et toujours la base.

Certes il « réformera » des tas de choses, mais sans doute ni plus ni moins que Jospin et Raffarin, il nous imposera de nouveaux traités européens auxquels applaudira la gauche, il laissera les banlieues croupir entre deux opérations de police médiatisées, etc. Si ça ne suffit pas il ralliera la « guerre contre le terrorisme » de G. Bush et remplacera Le Pen par Ben Laden dans l'imaginaire des millions d'électeurs incultes.

Les décisions cruciales ne se prennent plus entre deux maîtresses à l'Elysée, c'est dans les couloirs de Pékin, Washington ou Bruxelles que se décident les choses. Comme les maîtres du monde aiment bien Sarkozy, comme ils l'ont financé, ils vont faire semblant de l'écouter, mais pour les marchés les élections sont des non événements, ne contrôlant plus notre économie, la monnaie et les taux d'intérêt, Sarkozy et ses petits copains seront réduits à débattre sur le mariage gay et des manuels d'histoire. Même les dates de la chasse leur échappent...

En travaillant comme des ânes et cela de plus en plus longtemps, peut-être les Français pourvus d'un emploi pourront-ils éviter la pauvreté. La France tentera de développer ses services, c'est-à-dire essentiellement des emplois soumis à la concurrence des immigrés et aux pays à bas salaires.

Pour donner le change et frimer, les classes moyennes seront insidieusement incitées à s'endetter encore et toujours afin de continuer à ne pas sombrer. Electeurs déçus de Sarkozy elles s'agiteront encore plusieurs fois, mais perclues de dettes (prêt à 50 ans, crédits à la consommation) elles seront forcées de se taire et bosser encore et toujours non plus pour épargner, mais pour engraisser banquiers et usuriers new look, eux-mêmes amis personnels du président.

La France d'après sera donc comme celle d'avant : les petits se tairont ou s'en prendront à plus faibles qu'eux, les riches rigoleront du haut de leurs bénéfices énormes et les classes intermédiaires nageront en pleine schizophrénie.

Au milieu d'une Europe livrée aux capitalistes de tous poils, sectes et CFDT de tous ordres prospéreront sur le business de la charité et de la duplicité.

Heureusement l'histoire continue et le monde est vaste car dans la longue nuit qui vient de tomber sur nous rayonneront encore quelques lumières comme Chavez.<

Terouga

<<http://terouga.hautetfort.com>>

NOTES

1> Schivardi est à part, vu son hostilité à ATTAC et à l'Europe

2> malgré Soral, Le Pen reste un ennemi de la fonction publique, de la dette et des services publics.

Le bel avenir du Système ...



« Quelques critiques que puissent être la situation et les circonstances où vous vous trouvez, ne désespérez de rien ; c'est dans les occasions où tout est à craindre, qu'il ne faut rien craindre ; c'est lorsqu'on est environné de tous les dangers, qu'il n'en faut redouter aucun ; c'est lorsqu'on est sans aucune ressource, qu'il faut compter sur toutes ; c'est lorsqu'on est surpris, qu'il faut surprendre l'ennemi lui-même. »

SUN-TSE, L'Art de la Guerre

L'activiste radical confronté à l'immensité de sa tâche et à la multiplicité des obstacles peut facilement se choper un puissant coup de blues. Pas question d'en parler autour de lui, bien sûr, puisque le découragement est perçu par le milieu comme un embryon de trahison. Il se console alors comme il peut : biture, baston, prises de risques imbéciles, chacun agit selon son degré de tendances autodestructrices. Mais pour réaffirmer sa foi combattante, un grand classique est d'afficher une confiance sereine en l'avenir. L'ennemi nous écrase peut-être la gueule maintenant mais un jour, bientôt, promis !... il finira bien par crever la gueule ouverte. Il y a une justice en ce monde et le Système ne peut qu'imploser. Il est trop absurde, trop vorace, trop lourd pour se maintenir indéfiniment. Alors on s'encourage, on se ressert en tracts et on retourne battre le pavé ! Du nerf ! Et on sourit ! Voilà pour la version officielle, celle qui

motive les troupes, celle qui consolide les routines activistes. Dans les faits, la réalité sent beaucoup moins le patchouli. Le Système que nous combattons a, tout au contraire, de longs et beaux jours devant lui. Il ne faut pas attendre qu'il s'effondre sous le poids de ses contradictions, le temps ne travaille pas pour nous, et les anciens marxistes se sont déjà faits baiser à ce petit jeu.

L'activisme qui part de zéro

Constat fondamental : les adversaires de la domination mondialistes se battent en situation de défaite. Nos effectifs sont rachitiques, notre médiatisation quasi nulle, nous n'avons aucun allié crédible à l'intérieur de la Machine et chez les opposants reconnus du régime, les réformes ont remplacé les rêves de renversement. En face de nous, des moyens techniques colossaux, des troupes disciplinées, un contrôle médiatique intégralement bouclé et une instrumentalisation ahurissante de la plupart des contradicteurs. Mais l'arme la plus dévastatrice des dominants, c'est la complicité massive de Monsieur Moyen, qui se contrefout de tout et ne sais plus faire la différence entre sa main droite et son pied gauche. Nous devons plus redouter son apathie que l'hostilité du Régime ou ses tentatives de cooptation.

Le temps ne travaille pas pour nous autres dissidents, parce que chaque nouvelle génération est plus stupide, plus égoïste, plus inculte et plus infantilement revendicatrice

que la précédente. Viendra un stade où faire machine arrière ne sera plus possible, parce qu'il n'existera plus de « peuple » pour qui se battre. En lieu et place de la Révolution, on ne verra que l'éclosion de ghettos particularistes, obscurantistes et tyranniques, au milieu d'un marasme cosmopolite et bovin, des poches de résistances qui se videront d'elles-mêmes par lassitude et sclérose, bouffées par les métastases d'un corps social en phase terminale.

La Corruption durable

Quand les soubrettes du Système nous branlent les oreilles avec la notion de « développement durable », il faut les comprendre au premier degré : le Système a effectivement l'intention de se développer très durablement. Et comme tout parasite, il prospère sur la charogne – d'où son obstination à pourrir nos semblables, à transformer les collectivités conscientes et enracinées en masses informes, malléables, indifférentes à tout sauf à l'heure du casse-croûte et à la semaine des vacances à crédit.

Ce marigot New Age s'insinue partout et ramollit tout ce qu'il touche, sans même épargner ceux qu'il dégoûte. Voilà le grand problème des révolutionnaires modernes en Europe : ils ont à se battre contre un totalitarisme soft, un gaz hilarant, de la Barbe à Papa qui liquéfie les âmes et fait plier les échine. La décadence, c'est avant tout le renoncement masturbatoire : se vautrer dans l'ordure, ne rien foutre pour en sortir et l'assumer avec un faux cynisme désespéré. Nos élites ont bien compris que l'homme cherche naturellement la facilité et le confort. Panem et circences ! Ils lui en fourguent donc à la pelle et abrutissent tout rêve de changement radical par l'incitation à toutes les goinfreries possibles. La financiarisation de l'économie permet à tout le monde de vivre comme des mendiants jet-set. Les stocks de marchandise sont massifs, la demande constamment sollicitée, la pente douce, les changements progressifs, les distractions innombrables. Voilà de quoi assurer la longévité indéfinie du système, malgré tous nos espoirs de retour de manivelle dans sa gueule.

Toutes nos rodomontades de Guerriers Urbains n'y changeront rien : Monsieur Moyen n'a jamais eu la vocation monacale et il peut encore moins l'avoir maintenant que tout l'incite à la flemme, à la compromission, à la boulimie suicidaire. Il ne se fout plus en rogne contre rien, c'est mal vu ; tout au plus bougonne-t-il devant la machine à café ou dans l'isoloir. Jusqu'à la dernière extrémité, il lui manquera cette étincelle de dignité,

té enragée qui nous permet de nous maintenir le nez hors du cloaque. Rien de ce que nous pourrions faire ne l'allumera en lui et ceux qui croient encore pouvoir semer la révolte sur cette terre aride ne moissonneront que de l'aigreur et de l'affliction. Tout activisme est une discipline et dieu sait si ce mot-là est douloureux aux oreilles de nos contemporains.

Ramollissement du troupeau, durcissement des chiens de garde

A la mollesse sociale générale correspond un durcissement des méthodes de surveillance policière et des politiques sécuritaires. Le leitmotiv préféré des flics, qu'ils ne se privent jamais de ressasser à l'homme de la rue, est de ne jamais rendre les coups, de baisser les yeux face aux prédateurs, de nourrir à jamais la bouche qui mord et qui injurie. Ses solidarités de classe et de culture anesthésiée, le peuple n'est plus qu'une masse d'individus isolés et paumés. Les plus exaspérés prient pour que s'installe la Loi Martiale qui calmerait peut-être quelque peu le Lumpen de leur quartier. Les autres se contentent de se replier dans leur coquille. Ce n'est pas en exacerbant leur trouille que nous allons les en faire sortir.

Comment leur en vouloir ? Un homme se bat, entre autres, pour préserver ce qui est le plus sacré à ses yeux. Ce que les yeux de Monsieur Moyen voit autour de lui, ce n'est que crasse, stupidité, laideur, mensonge et foutaise. Le seul acte combatif qu'un tel spectacle peut inspirer est de s'immoler publiquement. Combien de nos jeunes camarades ne font-ils, après tout, que foncer la tête dans le mur ?

De toute évidence, nous sommes tragiquement seuls et notre marge de manœuvre activiste est foutrement maigre. La lutte armée ? Quiconque la propose sérieusement dans notre situation est un agent provocateur ou un jean-foutre. Le militantisme traditionnel ? Il suppose un public qui n'a pas per-

du sa capacité à se mettre en colère, et cette dernière est virtuellement illégale de nos jours (on lui colle le petit nom affectueux de haine.) Quelle option pour l'activiste radical, alors ? Consolider son « système immunitaire militant », et saper les défenses morales des auxiliaires involontaires du Régime.

Notre première mission : durer !

Aucun de nous n'aime à l'admettre face à ses camarades, mais nous sommes constamment mis sous pression par notre environnement direct et les manifestations innombrables du triomphe de l'ennemi. Nos idéaux trainés dans la merde, les collabos du régime étalant leur arrogance et leur impunité. La vulgarité toujours plus crasse, plus omniprésente, plus avachissante. Le tissu social méthodiquement lacéré jour après jour. Autant d'incitations à péter les plombs, autant de raisons acceptables de renoncer, autant d'excuses pour s'autodétruire à petit feu.

Notre tout premier travail des radicaux est de durer, de persister, d'apprendre à bien connaître nos limites et à ne jamais nous laisser submerger par la fange ambiante. C'est cette endurance qui nous permettra de triompher du Système pour deux raisons. D'abord parce que, si longtemps qu'il ambitionne de se maintenir, ses objectifs sont tous à court terme. Ensuite parce que Monsieur Moyen, en ces temps de girouettes et de baissements de frocs tous azimuts, n'admire rien plus que l'acharnement d'un homme à tenir sa ligne et à mépriser l'opinion des pisse-froids. Passif et résigné, il n'en est pas aveugle pour autant. On ne perd jamais sa salive à lui faire savoir qu'il est possible de résister à l'apathie sans faire carrière chez les CRS, et de refuser l'impérialisme soc-dem sans croupir dans la médiocrité sordide des altermondialistes.

Le refus de laisser le temps travailler contre nous ne doit pas nous pousser à n'importe quelle action immédiate. Un militant, c'est souvent un hyperactif qui se soigne en se mettant au service d'un idéal – gaffe

aux coups d'éclats inutiles et aux efforts gaspillés « pour la cause ». Contre un régime qui entend bien s'éterniser à nos dépens, tout engagement doit se concevoir sur la durée, ce qui implique une sévère évaluation, par chaque militant, des raisons qui le poussent à s'investir :

« Tous ces jeunes gens qui entrent en politique avec leurs angoisses sous le bras se foutent complètement dedans en imaginant que le groupe va se charger de leurs petits problèmes et les résoudre. Les autres ne peuvent rien pour nous, il faut avoir le courage de le dire une bonne fois. Ce que peut le groupe, c'est simplement coller un masque sur ton problème. »

Alain Fleig,

Lutte de con et piège à classe, 1977

Saper les confiances fragiles

Gardons à l'esprit que ce ne sont pas les structures mises en place par le Système qui le solidifient le plus sûrement, mais l'apathie du citoyen ordinaire. Notre but : secouer cette apathie sans trop nous occuper de ce que dit, fait et pense le Régime. Trop d'actions et de publications dissidentes sont conçues comme des déclarations d'hostilité à nos ennemis, qui se contrefoutent de notre avis. Notre engagement ne doit pas se concevoir comme un affrontement direct avec ses mercenaires, mais comme un contournement de toutes les barrières qu'il plante entre le peuple et ceux qui oeuvrent à sa libération.

A nous de propager le doute dévastateur, l'humour qui ne respecte rien, une vision sensuellement combative de l'existence. A nous de nous maintenir en-dehors de la Machine et faire du « sortisme » systématique dans notre entourage, en écrabouillant les certitudes confites, les clichés sirupeux et les conformismes niais qui fondent la fragile confiance de Monsieur Moyen en ses faux représentants.

Répetons-le : le but n'est pas de transformer tout conformiste en un camarade de lutte acharné. C'est la foi précaire du peuple en ses institutions qu'il faut frapper. Tous les moyens sont bons : ironie, analyses pointues, désinvolture, militantisme outrancier, qu'importe. Seul principe à appliquer toujours et partout : parler le langage adapté au public. Seul but à viser : saper la confiance dont jouit encore le statu quo et préparer notre entourage direct à l'idée de grands changements à venir.

Pas parce que ces changements sont « inéluctables », comme l'ont dit et l'ont cru trop de nos prédécesseurs. Mais parce que ce n'est qu'en les rendant désirables au plus grand nombre qu'on aura une chance de les faire naître.<

Saint Martin



Un système social et culturel moribond

Quand on s'interroge sur l'avenir du système politico-économique, ses capacités d'adaptation ou son expansion on ne saurait dire quand et de quelle manière il atteindra le seuil critique qui le mènera à sa fin. A vrai dire, le système ne s'effondrera pas seul et il semble disposer d'un potentiel de résistance non négligeable. Même si dans certains secteurs des progrès sont enregistrés ou des luttes sont engagées, la pression du système (par ses bureaucrates et ses marchands) se fait toujours plus visible. Le système qui a su s'introduire dans chaque foyer est aussi arrivé à créer une dépendance de chaque personne, chaque famille ou communauté envers lui.

Durcissement des conditions sociales et délitement du domaine social

Le mythe libéral qui a accompagné le système capitaliste, alors que ce dernier a clairement montré ses limites, n'a pas perdu de sa force notamment auprès des travailleurs modestes.

Déjà dans les années 60 alors qu'on était en plein mythe triomphant des Trente Glorieuses, Julius Evola affirmait que «...ce qui existe aujourd'hui, c'est essentiellement la masse instable des «individus» privés de liens organiques, masse contenue par des structures extérieures ou mue par des courants collectifs informels ou changeants. Les différences qui existent aujourd'hui ne sont plus que des classes économiques fluctuantes » (1). L'idée d'ascenseur social et le plein emploi n'ayant pas survécu aux Trente Glorieuses, les élites économiques et patronales durent alors tenter d'imposer une nouvelle vision de l'homme face au travail qui se voulait tout aussi positive et «émancipatrice». On aboutit finalement à un autre mythe présentant le travailleur comme son propre «manager», libre et autonome, conscient de ses capacités (ou qualifications) et étant capable de se vendre de manière optimale (pour lui et son employeur) sur le marché de l'emploi. L'état actuel du marché de l'emploi, le nombre de chômeurs ainsi que la précarisation continue des travailleurs modestes et des classes moyennes montre qu'il ne s'agit que d'un mythe.

En décembre, un sondage mené par BVA, La Vie, L'Humanité et Emmaüs annonçait, sans que cela ne provoque de débat ou de prise de conscience, que 48 % des français craignaient de devenir un jour des sans-abris.



L'Agence France Presse précisait de manière révélatrice que « Cette crainte monte à 62% chez les 35-49 ans, à 74% chez les ouvriers. Et les Français ne sont que 17% à estimer qu'être sans-abri «ne leur arrivera jamais.» Afin que ce sombre tableau soit complet, il est bon d'ajouter que 6,9 millions de nos compatriotes vivent en dessous du seuil de pauvreté (fixé à 788 euros) et cette dynamique commence aussi à toucher la Suisse où les salaires et le niveau de vie sont pourtant élevés (tout comme les prix). Les licenciements et le surendettement (allant souvent de pair avec la spirale infernale des crédits) sont les facteurs principaux menant à l'exclusion sociale. Selon l'association de l'Abbé Pierre, 3,2 millions de personnes sont « mal logées », parmi celles-ci un million de personnes sont « privées de domiciles personnel » : 100 000 personnes vivent toute l'année en camping, 50 000 à l'hôtel et 150 000 ont pu trouver un hébergement chez des tiers. Dans l'Humanité du 24 octobre 2006, Patrick Savidan (président de l'Observatoire des Inégalités, professeur de philosophie à l'université Paris-IV et qui a dirigé la rédaction de « L'État des inégalités en France, 2007 » paru en octobre 2006) précisait que la population française «...gagne environ 1 200-1 300 euros, elle compte un nombre significatif de gens qui ne peuvent pas partir en vacances, qui passent beaucoup de temps sur les seuls loisirs bon marché, c'est-à-dire la télévision.

C'est une France qui n'est pas hyper diplômée avec 9 % de gens titulaires d'un diplôme supérieur ou égal à bac + 2 et 45 % disposant d'un diplôme inférieur ou égal au brevet des collèges. Les effets de décrochage s'accroissent dans l'emploi, la progression salariale s'est stabilisée... C'est aussi une France où le système de santé est excellent mais où, les conditions de travail s'étant nettement détériorées, c'est quasiment la première fois que l'espérance de vie d'un ouvrier progresse

moins vite que celle d'un cadre. C'est un système où les Français savent qu'ils ne pourront pas mener jusqu'au bout la scolarité de leurs enfants : il y a 44 % d'enfants d'ouvriers dans l'enseignement adapté du secondaire et 1,6 % d'enfants de cadres et plus de 45 % d'enfants de cadres en classe prépa contre 6 % d'enfants d'ouvriers... C'est donc une France à la fois inquiète de son présent et de son avenir. Et à juste titre » (2).

Le durcissement du système économique a rendu visible le fait que le travail et la vie (notamment sociale) de l'homme tournent autour d'une idée de survie, il ne s'agit plus de « travailler pour vivre » mais de vivre pour le travail et de travailler pour survivre. Guy Debord affirmait de manière juste que « Le temps pseudo-cyclique est celui de la consommation de la survie économique moderne, la survie augmentée, où le vécu quotidien reste privé de décision et soumis, non plus à l'ordre naturel, mais à la pseudo-nature développée dans le travail aliéné... » (3). De plus, le durcissement des conditions sociales, le discours des élites politiques et leur manque de volonté (« il nous faut plus de croissance », « les français vivent au-dessus de leurs moyens », « le déficit de la Sécurité Sociale ») traduisent le fait que le système accorde plus de valeur à un équilibre budgétaire qu'au bien-être de ses citoyens. On est passé d'un monde où l'économique était l'outil du politique à un monde où le politique est devenu la caution de l'économique qui est prêt à tout. Evola alla plus loin et de manière précise en évoquant le fait que «...l'absurdité propre au système de la vie moderne est crûment mise en évidence dans les aspects économiques, qui la déterminent désormais d'une manière absolue et régressive. D'un côté, on est décemment passé d'une économie du nécessaire à une économie du superflu, dont une des causes est la surproduction et le progrès de

la technique industrielle. Mais, pour que les produits fabriqués puissent s'écouler, la surproduction exige que l'on alimente ou suscite dans les masses un maximum de besoins : besoins auxquels correspond, à mesure qu'ils deviennent habituels et « normaux », un conditionnement croissant de l'individu (...) Et si, dans le régime capitaliste, les facteurs qui agissent dans ce sens sont non seulement la recherche cupide des profits et des dividendes, mais aussi la nécessité objective de réinvestir des capitaux pour empêcher qu'un engorgement ne paralyse tout le système, une autre cause, plus générale, de l'augmentation insensée de la production dans le sens d'une économie du superflu, réside dans la nécessité d'employer la main-d'œuvre pour lutter contre le chômage : si bien que le principe de la surproduction et de l'industrialisation à outrance, de nécessité interne du capitalisme privé, est devenu, dans beaucoup d'Etats, une directive précise de la politique sociale planifiée » (4).

Dans cette France en voie de paupérisation, comme ailleurs dans le monde, le capitalisme a su saper les attaches communautaires, identitaires ou religieuses des individus. Face à l'uniformisation des cultures et au vide (notamment spirituel) qui semble se créer dans l'homme moderne différentes communautés ont réagi de manière diverse. D'un côté les débats sur la laïcité semblent avoir montré la gêne des élites et d'une partie de la population face à un retour du phénomène religieux notamment musulman. A y regarder de plus près, la laïcité a même semblé servir par moments, du fait de son histoire et de l'imprécision de sa définition, d'outil idéologique entre les mains de l'élite bourgeoise politico-médiatique. Quelles que soient les revendications des communautés musulmanes de France (modérées ou fondamentalistes) on doit surtout comprendre que ces dernières ne refusent pas nécessairement l'intégration républicaine (les discours de Dailil Boubakeur, recteur de la mosquée de Paris, le prouvent) mais plutôt de se fondre dans une société cosmopolite qui s'apparente à un vide identitaire.

Dissolution du savoir ou savoir dissolu ?

Accompagnant la mainmise du marché sur la société, on peut observer le triomphe d'une culture de masse standardisée, insipide, changeante et dont la valeur se mesure en termes de parts de marché ou de rentabilité. Un lieu commun consiste à dire que le niveau de connaissances de la population a augmenté. Certes ce niveau a peut-être augmenté mais quel est le contenu de ce savoir ? Il s'agit de nouvelles connaissances qui ont émergé avec le progrès technique et l'informatisation, c'est-à-dire une connaissance instrumentale. Les rapports de l'Education

Nationale, les plaintes des enseignants ou plus simplement une observation attentive nous montrent que le niveau culturel semble au contraire régresser. La culture de masse ne pousse pas à une grande réflexion, au contraire on mise tout sur le matérialisme et l'apparence (la télé réalité et MTV en sont les meilleurs exemples) quand on ne fait pas carrément de l'anti-intellectualisme (comme TF1 et Cauet).

Danièle Manesse (professeur en sciences du langage à l'université de Paris III-Sorbonne nouvelle), Danièle Cogis (maître de conférences à l'IUFM de Paris) ainsi que Michèle Dorgans et Christine Tallet (deux professeurs des écoles) ont mené une étude montrant que le niveau d'orthographe des élèves en classe de cinquième en 2005 correspond à celui d'une classe de CM2 en 1987 (6). Menée sur un échantillon représentatif de 2767 élèves issus de 123 classes, du cm2 à la troisième, l'enquête a montré une chute du niveau de connaissances et une augmentation du nombre d'erreurs orthographiques : en 1987, les collégiens faisaient 8 erreurs contre 13 en 2005 ; les élèves de CM2 faisaient 12 erreurs en 1987 contre 18 en 2005. Autre chiffre révélateur, en 1987, 50 % des élèves commettaient moins de 6 erreurs contre 22% en 2005 (7). Cette situation a créé un décalage de deux ans dans l'acquisition des connaissances orthographiques : les classes de cinquième en 2005 ont le niveau des CM2 de 1987, les classes de quatrième en 2005 celui des sixièmes de 1987 (8)...Au niveau

des universités, il n'y a rien non plus à espérer. La réforme de Bologne a renforcé la logique instrumentale poussant les jeunes à s'inscrire à l'université et a introduit encore plus fortement des critères de rentabilité économique en son sein (sous couvert d'autonomie financière). Les étudiants ne savent pas toujours pourquoi ils mènent des études ou ne veulent pas se l'avouer (reculer l'échéance du chômage), seuls les enfants issus des milieux bourgeois peuvent encore espérer une carrière brillante. La baisse des fonds alloués aux recherches en sciences humaines illustre clairement le fait que les universités sont aussi là pour répondre aux mots d'ordre du marché, ce n'est plus la volonté de connaître mais la rentabilité et la possibilité d'application marchande qui mènent les politiques de recherche scientifique. Les étudiants ne doivent pas se leurrer, ils sont une classe précaire, taillable et corvéable à merci (stages et emplois d'étudiants le montrent), leur sentiment d'appartenance à une élite est de plus en plus illusoire (9).

Comme le montre Jean-Paul Brighelli, les écoles sont passées du statut de temples du savoir à celui de « lieux de vie » et les dysfonctionnements internes ont augmenté : « Sous l'impulsion des psycho-socio-pédagogues on a créé et développé des FSE (Foyers Socio-Educatifs), organisé des activités diversifiées – comme si s'instruire n'était pas en soi une activité suffisante -, et mis en place toutes sortes de procédures d'information, car l'information doit remplacer le savoir, afin de transformer l'élève (pardon, « l'apprenant ») en « citoyen » - un beau mot devenu, depuis le règne de Claude Allègre, d'une parfaite obscurité ». A vrai dire il n'y a rien là d'étonnant si en allant au-delà de cette critique on se rend compte que l'école devient une gare de triage professionnelle, préparant les élèves aux demandes du marché du travail quand ce n'est pas du marché tout court. Ainsi le système éducatif méritocratique, une des institutions de la République, a perdu tout sens. Les « néo-pédagogues » issus de mai 68 en sont responsables, ces personnages « qui n'enseignent pas (et qui à ce titre sont donc plébiscités par les autorités officielles), n'ont pas manqué de recommander, de la sixième à la troisième toutes les récessions intellectuelles possibles, afin de se « mettre au niveau des élèves » et de ne pas choquer le confort de l'ignorance. Moins d'heures de cours, moins de matières fondamentales ; des passages systématiques d'une classe à l'autre, le redoublement n'étant guère populaire auprès des parents... ».

De manière globale, la perception qu'a la société de la culture est aussi un facteur menant à une dissolution du savoir et de ses institutions : « Gays de la rue Vieille-du-Temple, rastas de Haute-Loire ou beurs de Charente-Poitou, tous revendiquent une « culture » qui n'est jamais qu'une somme de comportements instantanés – tout le contraire d'une réflexion, et l'anti-thèse d'un savoir. Ce que l'on appelle jusqu'alors la cul-



La revolution ici et maintenant

Faut-il attendre les grands-soirs ou les petits matins pour mettre en place des structures de ruptures au sein de la société? Peut-on créer dès maintenant un quotidien, pour vivre comme l'on pense et briser la logique individualiste par une pratique communautaire? C'est pour répondre à ces interrogations que l'Allemagne de l'Ouest des années 1965-1975 a vu éclore des centaines d'initiatives collectives, dont les célèbres «Kommunes». L'idée, venue des USA est reprise en 1967 par des militants du courant anti-impérialiste libertaire et ce que l'on nomme alors l'Opposition Extra-parlementaire ou APO, dont l'essentiel est constitué d'activistes membre du SDS, mouvement étudiant, exclu en 1961 du parti socialiste (SPD). Mais alors que la version américaine (comme les diverses expériences historiques utopistes) constitue une fuite de la société de consommation et un repli sur soi (le retour

des tribus); la forme germanique se veut offensive, et entend faire des communes des «territoires libérés» créateurs d'un homme nouveau, émancipé de l'aliénation bourgeoise. Les deux premières, voient le jour à Berlin en 1967, car cette ville possède encore des appartements de 10 à 14 pièces et les loyers demeurent abordables ce qui n'est pas le cas dans le reste du pays. Les premières communes, mélange d'activisme provos (Kommune1), de libération sexuelle et de psychanalyse inspirée de W. Reich (Kommune 2) sont des échecs. Elles seront violemment dénoncées par Bernd Rabehl, leader du mouvement étudiant, qui les qualifie de «nouvelles Jérusalem» et les accuse de «déviation sectaire du mouvement politique».

Mais l'idée lancée fait son chemin et d'autres communes voient le jour à Francfort, Hambourg, Stuttgart et Munich. Pourquoi se mettre en communauté? La raison première est de casser la séparation vie privée et vie militante; ne plus voir des camarades regagner leur solitude après les actions politiques et les discussions en assemblées ou au café, c'est passer de la théorie à la pratique et opposer à l'individualisme libéral, l'homme socialisé. C'est aussi le moyen de vivre en économie collective et de pratiquer l'entraide, comme de garder les enfants de ceux qui travaillent ou vont distribuer des tracts. Les enjeux sont considérables: changer la vie, ici et maintenant, transformer l'individu pour mieux combattre le système et devenir un modèle attractif appelé à s'étendre.

Différentes formes de communes vont voir le jour, certaines n'auront que des membres issus du même groupe politique, d'autres accueilleront tous les exclus de la société, en général ces groupes se déclarent anti-dogmatiques. Une communauté se compose de 6 à 14 personnes, plus dans les squats où l'espace est plus grand. Le groupe fondateur peut changer, il y a des départs et des arrivées, tout est question d'affinités. Souvent une pièce est réservée aux camarades de passage, car la commune est l'expression de la solidarité. Les champs d'intervention de ces «cellules révolutionnaires» sont multiples: terrain éducatif (accueil des jeunes fugueurs), remise en cause de l'enseignement, création de crèches, comités de quartier, soutien aux prisonniers politiques, publication de revues, création de troupes de théâtre d'agit-prop, combat contre le nucléaire, etc.

Durant les années de plomb, des communards seront tentés par la lutte armée,



forme la plus extrême de radicalité, certains franchiront le pas, les autres organiseront la solidarité avec les prisonniers politiques de la RAF en animant des comités de soutien. Tous sortiront durablement marqués par cette période.

De cette dynamique naîtra d'autres structures de lutte, tel les collectifs (certains communautaires) à base professionnelle: collectifs d'avocats, d'infirmières, de médecins, d'architectes, plombiers, dentistes, imprimeurs, etc. Plus tard, avec l'apparition des écologistes, ces structures donneront naissance au mouvement alternatif dont les associations forme une véritable contre-société, avec même la création de la première banque alternative pour financer des projets qui étendent l'espace «libéré». Aujourd'hui des milliers des jeunes allemands vivent en communautés; la contre-société a une assise ferme et des bases solides au sein de la mouvance alternative, elle n'est pas figée mais toujours en devenir; organisée en réseau, elle fait circuler l'information et facilite la mobilisation.

La communauté est toujours une option pour les révolutionnaires d'aujourd'hui, d'ailleurs elles jaillissent aussi comme fleurs au printemps en Italie (transcendant les vieux clivages politiques) avec le mouvement d'occupation d'immeubles, et leurs transformation en «zones de vie libéré».

Le militant révolutionnaire, où qu'il soit, peut créer des TAZ (Temporary Autonomous Zone) mais à condition de garder à l'esprit ces mots de Hakim bey (auteur du célèbre ouvrage TAZ): «La TAZ doit être la scène de notre autonomie présente, mais elle ne peut exister qu'à la condition que nous nous reconstruisions déjà comme des êtres libres.» <



ture était le commun héritage de ce que le passé avait produit de plus significatif et de plus exemplaire. C'était un procédé hautement sélectif».<

Rodion Raskolnikov

NOTES

- 1>Julius Evola, Chevaucher le Tigre, Paris: La Colombe, 1964, page 219.
- 2>L'Humanité, édition du 24 octobre 2006.
- 3>Guy Debord, La Société du Spectacle, Paris: Galilard, 1992, §150, page 151.
- 4>Julius Evola, Chevaucher le Tigre, Paris: La Colombe, 1964, pages 220-221.
- 5>Julius Evola, Chevaucher le Tigre, Paris: La Colombe, 1964, pages 222-223.
- 6>Voir sur ce sujet: UNEF Strasbourg et Internationale Situationniste, De la Misère en milieu étudiant, Editions Mille et Une Nuits, 1996.
- 7>Jean-Paul Brighelli, La Fabrique du Crétin, Paris: Jean-Claude Gawsewitch Editeur, 2005, page 44.
- 8>Jean-Paul Brighelli, La Fabrique du Crétin, Paris: Jean-Claude Gawsewitch Editeur, 2005, page 137-138.
- 9>Jean-Paul Brighelli, La Fabrique du Crétin, Paris: Jean-Claude Gawsewitch Editeur, 2005, page 178.

L'antifascisme, entre parasitisme et division des forces populaires



Combattre tous les totalitarismes semble aller de soi pour les activistes radicaux. L'ennui c'est que le combat contre la domination du capital a fini par se confondre avec la lutte antifasciste, toute domination étant systématiquement identifiée au spectre du fascisme.

Au vu des résultats de leurs courts règnes, les régimes fascistes n'ont pas grand-chose pour s'attirer de la sympathie et leur compromission avec les grandes puissances industrielles les rend logiquement infréquentables aux yeux des militants socialistes. Il y a toutefois une différence essentielle à faire entre refuser une tyrannie ultranationaliste et consacrer tout son activisme à la lutte antifasciste. Cette différence, les militants antifascistes ont systématiquement refusé de la faire depuis des décennies – et pour cause.

Dans leur manuel du militant, un seul et même phénomène est à la base de tous les problèmes du continent : les fantômes d'Adolf et Bénito, dont les cendres bandent encore et ne cessent jamais de pilonner le cul de la Bête Immonde pour lui féconder le ventre. L'antifa moyen est un microchirurgien qui se prend pour un généraliste, et qui applique à toutes les pathologies sociales qu'il rencontre le même coup de bistouri. Emeutes du Lumpen ? La faute à l'extrême droite ! Montée du communautarisme et des intégrismes religieux ? La faute à Le Pen ! Pré-

carisation exponentielle des conditions de vie des travailleurs ? Fascisme économique ! La mondialisation de la fausse démocratie yankee ? Une sorte de genre d'espèce de fascisme aussi ! La gueule de bois après trop de Kro tiède au festival de Ska ? Des boneheads qui ont pissé dans les chopines, c'est clair ! Depuis plusieurs décennies, cette fausse gauche pollue l'atmosphère sociale et médiatique de ses tranches mystiques et hallucinées. Elle traque les vestiges de l'Axe Rome-Berlin (en se faisant parfois largement arroser par l'Etat soc-dem pour cette noble tâche) avec la même ardeur qu'une bigote qui passe les chansons de Marilyn Manson à l'envers pour y dénicher des messages sataniques. Les effets concrets de tout ce brassage d'air et de postillons ? On peut les admirer tout autour de nous : le Régime n'a pas reculé d'un pouce, les tensions entre communautés persistent, l'espace urbain est toujours plus invivable, le pouvoir des multinationales n'a jamais été si arrogant et la machine à transformer les cerveaux en étrons tourne à plein régime, nuit et jour, sur tous les écrans et toutes les longueurs d'ondes.

Beau travail, messieurs les « radicaux ». Vraiment, on ne sait pas ce qu'on aurait fait sans votre apport décisif à la lutte contre le culte du marché et la marchandisation de l'existence. La différence entre votre activisme et le quotidien d'un accro à World of Warcraft ? Lui au moins ne fait chier personne avec ses illusions de Cyberguerrier ; peut-être que

vous coûtez moins cher en électricité, tout au plus.

L'antifascisme n'est pas loin d'être une mode (avec toute sa panoplie disponible à la vente). Le manque d'analyse, de débat et de critique est manifeste dans cette mouvance. Au lieu de s'attaquer au problème de manière globale (en luttant directement contre le capitalisme), on essaie d'en bloquer un effet mythique. En reproduisant, dans l'attitude et comme l'esthétisme, l'image de cet adversaire imaginaire. Autour de l'antifascisme se crée et se recrée une logique de bande et de contenu limité menée par une violence stérile et grossière (Des « chasseurs de skins » des années 80 à la mouvance « Redskins » actuelle).

Les mouvements antifascistes, dans les faits, ne se risquent que rarement à affronter directement les affreux qu'ils dénoncent, et qui en général aiment à rester discrètement entre eux. Leur principale tâche n'est pas de se confronter aux « fascistes véritables », mais de criminaliser Monsieur Moyen. Ce n'est pas le discours fasciste qu'ils veulent contrer mais ses manifestations mineures et circonstancielles parmi les travailleurs modestes.

On peut, sans exagération ni théorie du complot, y voir une manœuvre de division du prolétariat, les ouvriers citoyens, généralement de gauche, étant montés contre ceux qui se laissent tenter par le populisme à force de désillusion et de trahison de leur cause par leurs représentants attirés. On criminalise ainsi la colère de l'homme de la rue face au communautarisme ou à l'impunité du Lumpen, une colère qui neuf fois sur dix n'est structurée par aucune vision du monde xénophobe mais simplement par l'exaspération de l'homme fatigué d'être humilié par les petites frappes et les parasites du régime. Pire encore : ce sont les conditions de vie des couches les plus modestes de la population qui sont ainsi stigmatisées et réduites au silence face aux dégradations constantes de leurs situations. De peur de passer pour « raciste » ou « intolérant », Monsieur Moyen est forcé de se la fermer face aux hyènes de HLM qui lui pourrissent l'existence. A la police de l'Etat, qui l'incite à baisser les yeux pour éviter un mauvais coup, se rajoute la police de la pensée, qui affecte de voir sous toute exaspération légitime l'expression de convictions

GAUCHISTES, "ANTIFAS"...

PETITS FLICS DU CAPITAL !



néo-nazies. Un « bon citoyen » est un individu qui encaisse tout et ferme sa gueule ; un homme furieux qui refuse d'être bafoué plus longtemps est désormais un « hooligan », une « menace pour la démocratie » - ce que les illuminés de la Maison Blanche appellent un « domestic terrorist ».

L'impérialisme américain lui-même, si totalitaire et dictatorial qu'il puisse être, n'a pourtant rien de fasciste. Son prétendu « patriotisme » est bidon, c'est du républicanisme néo-conservateur pur jus, le même dont se sont réclamés tant Madame Hollande que Monsieur Sarkozy durant leur campagne présidentielle. Leurs slogans mièvrément chauvins ont agacé les bien-pensants, mais personne de sérieux n'en est venu à les accuser d'hitlérisme pour autant.

Hypocrisie ou non, peu importe dans les faits : c'est bien au nom de la Démocratie que l'Irak, l'Afghanistan et la Serbie ont été bombardés. Lorsque les Tours Jumelles ont été pulvérisées, un certain mois de septembre, c'est encore la Démocratie et la Liberté que le New York Times a appelé les Américains à défendre, en allant claquer leur fric à Broadway. Les atlantistes ne se sont pas privés, depuis, de présenter Ben Laden ou Ahmadinejad comme les nouveaux Führers du Tiers-Monde et de dénoncer un « nazislamisme » aussi imbécile qu'inexistant. Le Gendarme Mondial a visiblement les mêmes épouvantails politiques que ceux qui

prétendent le combattre : à Davos comme à Porto Allegre, dans le Bureau Ovale comme au bistrot redskin, on aime se faire peur avec les reliques des vaincus de la Seconde Guerre mondiale. Des ennemis irréductibles avec les mêmes références historiques ? Foutage de gueule à l'horizon.

C'est ce qu'il se passe ici et maintenant qui importe, et les forces en présence n'ont rien à voir avec ce que nos prédécesseurs ont pu connaître. C'est le rêve d'une humanité unie dans une même mélasse de bons sentiments, de petits crédits et de malbouffe qui est défendu d'un bord à l'autre de l'échiquier politique, antifascistes y compris. Rien dans le discours de l'ennemi n'exalte la supériorité d'une race ou le repli des nations sur elles-mêmes. Rien dans leurs programmes ne vise à faire de tout citoyen un soldat et un gestapiste. Bien au contraire, ce sont les instincts les plus bas, les plus lâches et les plus conformistes qui sont flattés. Quant au flic, il est toujours le bras armé de l'Etat et il n'entend bien déléguer son pouvoir à aucun auxiliaire civil. Pourquoi le ferait-il, d'ailleurs ? Les culpabilisateurs sont là, déguisés en activistes anti-extrême droite, chargés de cornaquer le petit peuple, de sermonner les médias, d'épurer jusqu'à ses propres rangs pour crime de spontanéité. Leur paranoïa délibérée est une arnaque et une stratégie de division des forces populaires, pour deux raisons.

La première, c'est que nous ne vivons pas sous un régime réellement démocratique, mais sous un parlementarisme qui confisque, détourne et corrompt la volonté du peuple à l'avantage de la Nouvelle Classe ; tout ce qui fragilise ce statu quo est par conséquent profitable à la préparation de la Révolution, et ne peut donc être considéré comme « fasciste » en soi. Nous n'avons que plus de libertés à gagner en sapant les institutions décrépées et la légitimité flageolante des élites. Ceux qui nous annoncent l'Apocalypse ne sont pas nos amis ni nos alliés : ils sont les gardiens de notre prison collective, les kapos volontaires de notre mouvoir Citoyen, et des traîtres à toutes les causes qu'ils prétendent défendre. La seconde raison, c'est que l'implication réelle et l'autodétermination concrète des citoyens n'est pas menacée par le populisme ou l'extrême droite, mais par les institutions elles-mêmes. Confiscation de la parole des citoyens sous couvert de « représentation », fossé infranchissable entre gouvernants et gouvernés, pouvoir sans contrôle ni modération du système médiatique, recettes gestionnaires appliquées aux décisions politiques, agression publicitaire omniprésente sous prétexte « d'information », privatisation de l'espace public, tel est notre quotidien, et il ne correspond en rien au rêve de progrès que nous fourguent nos décideurs. Les foirinettes « participatives » de Ségolène Royal sont un excellent exemple d'un « démocratie » dégénérée, au stade terminal de sa nécrose et de son impuissance. Les droits civiques d'un tel Club Med politique se limitent à être d'accord avec ce que pense sa concierge, à réclamer sa portion de bonheur lyophilisé et à engraisser la grande distribution.

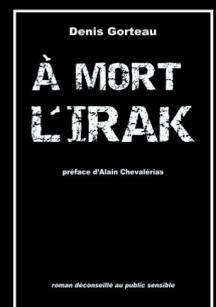
Nous ne nous soumettrons à aucun ordre moral et à aucune tyrannie policière, même si elle confisque le prestige des Résistants de la première heure pour entretenir ses propres fictions. Nous ne plierons pas face aux insultes, aux amalgames véreux, aux tentatives d'intimidation de la part de désaxés qui n'aiment ni leur peuple, ni le prolétariat, ni leur propre existence. Nous ne les laisserons pas accaparer et châtrer le combat pour l'autodétermination des peuples, réduit à une partie grandeur nature de Wolfenstein. <

A découvrir

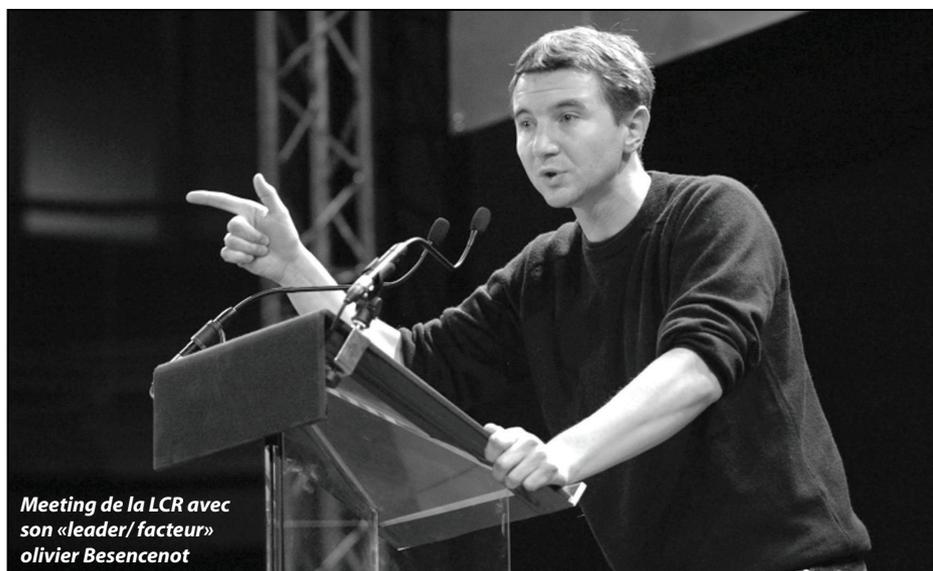
À MORT L'IRAK Le livre CHOC de Denis Gorteau

Pour le commander, passer par le site de l'éditeur <http://yvelinedition.neuf.fr/>, par votre librairie, ou encore envoyez simplement un chèque de 15 euros (frais de port compris) et vos coordonnées à l'adresse suivante : V.A.R. 115 rue Juiverie, 83300 Draguignan.

<http://terouga.hautetfort.com>



Les Trotskistes : ennemis de la classe ouvrière



Meeting de la LCR avec son «leader/facteur» Olivier Besancenot

L'élection présidentielle de 2002 avait été l'occasion pour les diverses organisations se revendiquant du trotskisme de réaliser un pic historique. Arlette Laguiller pour Lutte Ouvrière avait récolté 5,72 % (soit 1.630.045 voix), Olivier Besancenot pour la Ligue Communiste Révolutionnaire 4,25 % (1.210.562 voix) et Daniel Gluckstein pour le Parti des Travailleurs 0,47 % (132.686 voix). Au Total 10,44 % des suffrages. Score remarquable alors que, simultanément, le PCF s'effondrait. Certes les organisations d'extrême gauche ne renouvelent pas semblable performance aux élections législatives qui suivent immédiatement (un modeste 2,71 % à elles toutes), mais l'audience de cette mouvance est marquée et ses résultats aux prochaines élections présidentielles seront suivis de près. En particulier par la Gauche, qui les rend responsables de sa précédente défaite.

Mais le vote pour les organisations trotskistes est-il un vote révolutionnaire ? On peut en douter fortement au regard de l'histoire d'un courant qui a toujours fait les yeux doux à la social-démocratie et entraîné les travailleurs dans les pires impasses.

On achève bien les traîtres ...

Léon Trotski est exclu du Comité Central du Parti Communiste d'URSS et mis en résidence surveillée à Alma Ata en 1927 pour son opposition à la ligne de Staline. L'homme

a déjà un long passé de « révolutionnaire professionnel » lorsqu'il rallie, in extremis, les bolcheviks après la Révolution d'Octobre 1917. Il participe activement à la mise en place de l'Armée Rouge lors de la guerre civile, ainsi qu'à la formation de l'appareil bureaucratique et de la police politique après la victoire des « Rouges ».

Son efficacité dans la répression, s'est à plusieurs reprises, signalée. En Ukraine, avec l'écrasement des communes paysannes libertaires des Makhnovistes. En mars 1921, il va mener impitoyablement le siège contre la révolte des marins de Kronstadt. Revendiquant que le pouvoir revienne au Peuple et aux conseils ouvriers, les mutins (qui furent le fer de lance de la Révolution) sont liquidés de manière froide et implacable.

Avant de finir victime du régime qu'il avait mis en place, Trotski s'évertuera à liquider toutes les oppositions (qu'elles soient libertaires ou socialistes révolutionnaires de gauche, ou issus du Parti Bolchevik). Mis en minorité par Staline (1), il est contraint à l'exil en 1929. Dirigé sous bonne garde vers la Turquie, il touche une rente de l'ambassade soviétique et vit sur une île du Bosphore, sous la surveillance vigilante des services secrets russes. Mais l'homme ne veut pas renoncer, il fausse compagnie à ses gardiens et commence à mettre en place un appareil politique pour lutter contre le stalinisme. La Quatrième Internationale va ainsi naître dans les péripéties de l'exil de son fondateur.

Dès son origine, le courant trotskiste va devoir faire face à la prépondérance, dans le monde

ouvrier, des Partis Communistes alignés sur Moscou. Extrêmement minoritaires, les fidèles de Trotski doivent se montrer discrets. Infiltrés par les agents soviétiques et pourchassés par les militants staliniens dans les années 30, ils sont quasiment isolés en France. Leur espace d'expression est réduit et ils peinent à entrer en contact direct avec le monde ouvrier encadré efficacement par la CGT, structure syndicale contrôlée par le PCF. Pour pouvoir exister, les trotskistes français vont devoir se lier à des militants syndicaux en marge de la centrale communiste. Suivant la même logique, Trotski appellera ses fidèles français à mener une politique d'entrisme au sein des mouvements de gauche comme la SFIO (l'ancêtre du PS actuel). Profitant de la montée du Fascisme, il appelle à la constitution d'un front uni, le but avoué étant de constituer l'aile gauche de la social-démocratie. L'infiltration portera ses fruits dans le service d'ordre et les Jeunesses socialistes. Mais l'opération échouera sous la pression des communistes qui, après le 6 février 1934, vont se rallier à l'antifascisme radical.

Quand, en août 1940, Mercedes Ramos, sympathique agent stalinien au demeurant, dessoude à coups de piolet Léon Trotski (alors accueilli en exil au Mexique par son très maçonnique gouvernement), ses partisans ont déjà adopté un comportement militant spécifique, fait d'un culte du secret (symbolisé par l'emploi des pseudonymes au sein même des organisations), de sectarisme qui les conduisent à s'entre-déchirer et d'un goût prononcé pour l'entrisme. La guerre qui éclate ne fera que renforcer cette attitude. On retrouve dans la résistance une génération de cadres qui vont faire leurs premières armes dans la clandestinité : De Daniel Korner, alias Barta, fondateur de LO à Robert Barcia, alias Hardy, qui serait le véritable dirigeant de cette organisation pour certains journalistes. Il n'est pas étonnant de retrouver Pierre Bousset, alias Pierre Lambert, dans les combats contre l'Occupation. Issu d'une famille d'immigrés juifs russes, il naît en 1920 en France. Militant des Jeunesses Communistes, il est exclu pour ses positions anti-soviétiques. Il se rapproche alors des socialistes et rencontre des militants trotskistes infiltrés dans leurs rangs. Séduit par leur discours internationaliste et leur opposition à l'URSS, il devient vite un militant reconnu durant la guerre, membre des hautes instances

du comité international pour la constitution de la IV^e Internationale. On le retrouvera plus tard à la tête du courant qui portera son nom : les lambertistes.

A l'assaut des appareils

Poursuivis par les nazis, les trotskistes doivent aussi faire face aux communistes qui n'enterrent nullement la hache de guerre avec eux. Éliminés physiquement dans les prisons et les maquis, ils sont confrontés à l'appareil clandestin stalinien. La Libération laisse quelques espoirs de développement aux trotskistes. Mais les années 50, les plongent dans une situation critique. Les querelles entre micro-groupuscules rendent insignifiante leur influence dans une France qui passe lentement de la reconstruction aux Trente Glorieuses.

Avec l'éclatement du Parti Communiste International (la principale organisation de cette tendance de l'après guerre), les différentes tendances traversent un désert de plusieurs années. La scission de 1952 a pour origine la question de l'entrisme au sein du PCF. La majorité des membres refuse cette stratégie et est exclue de la Quatrième Internationale. Ils forment un nouveau PCI sous la conduite de Pierre Lambert. Les minoritaires sous la direction de Michel Rapatis (Pablo) puis de Pierre Franck vont tenter d'infiltrer le PCF. Avec des succès importants au sein des JC et de l'Union des Etudiants Communistes, où ils vont animer une fronde permanente contre la direction du Parti. Profitant de la position « timorée » du PCF sur la question algérienne, les « pablistes » vont accentuer le travail de tendance. Devenant le principal réseau de soutien au FLN dans le monde universitaire, ils fourniront de nombreux « porteurs de valises » aux rebelles algériens. Ravivant le vieil antifascisme militant, ils seront aussi à la pointe du combat contre l'OAS et ses soutiens étudiants (avec par exemple le fichage para policier des pro-Algérie Française). Après l'indépendance, on retrouvera certains d'entre eux parmi les « Pieds Rouges », c'est-à-dire les coopérants progressistes français au nouveau régime. Parmi eux, les frères Krivine se distinguent déjà.

Chez les lambertistes, la forte personnalité de leur leader va structurer ce courant autour du travail d'entrisme au sein du monde syndical. Doué d'un véritable talent d'organisateur, porteur d'un charisme indéniable auprès des militants, Lambert-Boussel s'est entouré de fidèles capables de naviguer dans les conjonctures politiques les plus difficiles. Extrêmement rigide au niveau de la forme révolutionnaire, il incarne pour beaucoup la continuation légitime du trotskisme. Lambert mènera en personne l'opération qui allait permettre la survie de son courant : l'entrisme à Force Ouvrière.

Pourquoi les lambertistes ont-ils jeté leur dévolu sur FO ? Il n'y a pas de hasard à ce choix. La CGT-FO est née d'une scission réformiste de la CGT historique qui refusait la mainmise du PCF sur la centrale militante. Se



revendiquant d'un syndicalisme libre et démocratique, FO fédéra les opposants à la politisation du monde syndical. On verra ainsi se côtoyer des anti-communistes primaires proches des milieux « d'extrême droite » et des gauchistes de toutes obédiences, chassés de la CGT.

« Heureusement que vous les avez ! » disait Chirac, au sujet des lambertistes, à André Bergeron, ancien dirigeant de FO. Mais c'est surtout son successeur, Marc Blondel qui va les utiliser pour asseoir sa domination sur le syndicat dans les années 80-90. Des postes de permanents syndicaux et de délégués auprès des institutions, liés à la co-gestion sociale vont échoir en récompense à des militants trotskistes. Il n'est dès lors pas étonnant que les lambertistes aient soutenu Jean-Claude Mailly, le dauphin désigné de Blondel.

Patients et discrets, les lambertistes n'occupent pas les devants de la scène. A la différence de leurs frères ennemis « pablistes ». Après avoir amené à la paralysie de l'UEC, les trotskistes se verront exclus par le PCF. Les staliniens vont s'efforcer d'isoler ces éléments provocateurs. Mais les événements de Mai 68, vont leur donner une dynamique sans précédent dans le monde étudiant. Les exclus vont fonder la Jeunesse Communiste Révolutionnaire en 1965. Sous la direction d'Alain Krivine, cette organisation donnera après de multiples péripéties, naissance à la LCR. Sous les feux de l'actualité durant toutes les années 70, son audience restera pourtant extrêmement petite bourgeoise. Au contraire de Lutte Ouvrière qui s'efforcera de s'implanter dans le monde ouvrier avec des résultats mitigés jusqu'à l'apparition du phénomène médiatique Arlette.

Un rôle contre révolutionnaire assumé.

On le voit l'histoire du Trotskisme en France est assez agitée et a profondément marqué sa mentalité. Mais certains aspects peu connus sont éclairants sur le véritable rôle de ce courant. Ainsi les liens entre les services

secrets américains et les trotskistes ne sont pas de purs fantasmes issus de l'Humanité de la grande époque stalinienne.

A partir de 1948, avec la naissance de la Guerre Froide, la CIA ne ménage pas son aide à de potentiels alliés contre Moscou. La manne financière qu'elle déverse sur la France est considérable, gigantesque même, vu qu'elle subventionne toutes les tendances anti-communistes sans distinction de partis.

Par exemple dans les milieux syndicaux, des officines liées à elle et à la puissante confédération syndicale américaine AFL-CIO, alimentent en fonds secrets la toute jeune direction de FO. Par ce biais, les lambertistes sont très tôt mis en contribution. Ils participent à l'opération Project Book. En collaboration avec Radio Liberty, la CIA met en place un réseau de diffusion vers l'Est de littérature anti-stalinienne. Les réseaux lambertistes serviront ainsi à passer en URSS des milliers d'exemplaires de publications de propagande anti-communistes. En France même, certains trotskistes vont devenir des agents actifs des services américains, en particulier pour faire barrage à l'influence communiste chez les intellectuels (2). Il est certain que d'autres dossiers dorment encore dans les archives des services américains. La stratégie de la tension américaine en Europe a souvent été d'utiliser des groupuscules gauchistes pour créer une déstabilisation des régimes qui ne lui étaient pas favorable. Ainsi dans les prémisses de Mai 68 on pourrait bien retrouver la main des services US. Cela n'est pas faire le jeu du mythe du Complot que de trouver troublant le rôle des divers groupuscules d'extrême gauche dans cette crise visant à affaiblir le régime gaulliste (qui avait fait de l'indépendance nationale vis-à-vis de l'Otan un enjeu stratégique important). Ainsi que dans les diverses tentatives pour contrer l'influence du PCF dans les masses populaires.

Mais le trotskisme, ce sont aussi des idées et des méthodes qui se sont révélées nuisibles pour les luttes des travailleurs. Actuellement, pas un mouvement social ou une grève

étudiante sans que l'on ne voit apparaître un représentant de ce courant. Et à chaque fois leur rôle finit par ressembler à un sabotage des initiatives révolutionnaires. Dans les années 70, les authentiques anarchistes et autonomes d'ultra-gauche ne se trompaient pas quand ils attaquaient les services d'ordres de la LCR ou de l'OCI (ancêtre du PT) à coup de cocktails molotov. A chaque fois, les diverses organisations trotskistes tentent de reprendre à leur compte les actions partant de la base. L'important, étant pour eux, de se poser en interlocuteurs sérieux des institutions et des médias, et cela en oubliant souvent les revendications à l'origine de la lutte.

De même, si l'on doit faire un bilan de l'entrisme de l'extrême gauche on constate que cette méthode a parfaitement réussi. Et même trop bien réussi... En effet, en phagocytant syndicats, associations et partis modérés, les diverses tendances gauchistes s'intègrent à un système qu'elles prétendent combattre. Sans parler des désertions (la liste serait trop longue de personnalités anciennement d'extrême-gauche dans les années de l'après 68, ralliées au Capital), cette méthode entraîne obligatoirement l'absorption des éléments révolutionnaires dans le jeu du consensus libéral. Le cas d'Henri Werner éclaire par la fascination/répulsion pour le libéralisme de la génération trotskiste des années 70. Haut responsable de la LCR et futur élu du PS, il étudie sociologiquement le système de fonctionnement du CNPF (le futur MDEF). Véritablement séduit par son efficacité, il présente la confédération patronale comme modèle pour l'organisation de la Ligue à un Krivine médusé. Autre cas d'intégration des valeurs qu'ils étaient sensés combattre, la très intéressante évolution des intellectuels trotskistes new-yorkais. Passés de la lutte anti-impérialiste au néo-conservatisme dès les années 80. On retrouve ainsi ces anciens gauchistes parmi les plus fidèles soutiens à la

politique d'agression de Bush et d'Israël. Si les gauchistes critiquent la bureaucratie des appareils, c'est pour mieux les concurrencer et prendre leur place. Ils deviennent ainsi des supplétifs utiles dans les querelles internes, comme les lambertistes à FO, que l'on remercie par quelques postes.

Dans le cadre strictement politique, l'action des trotskistes revient le plus souvent à renforcer la social-démocratie. En lui fournissant des cadres efficaces et en lui donnant une légitimité « radicale » dans des situations difficiles (comme lorsque la Gauche se joint à des mouvements sociaux qu'elle aurait combattus quand elle avait le pouvoir). Le rôle de l'extrême gauche est de canaliser des personnes en colère contre le système pour rendre leur révolte inoffensive. On a constaté l'effet négatif de la zizanie entretenue par la LCR lors de la tentative de formation d'une coalition de la « Gauche anti-libérale » pour les présidentielles (3). Le Parti des Travailleurs mène depuis la fin des années 80, une démarche de séduction de la mouvance nationale républicaine. Avec des thèmes comme la défense de la République, de la Laïcité et de l'indépendance des petits maires (4), il veut récupérer une tendance qui peine à se structurer. Au final son emprise a, le plus souvent, amené à réduire les possibilités d'action de cette « gauche nationale ». Son travail en direction des communistes « orthodoxes » poursuit la même stratégie. Le PT tente ainsi de récupérer les anciens « stalinien », pour mieux les faire disparaître et se poser comme les seuls défenseurs du Communisme.

Les trotskistes veulent s'accaparer l'héritage révolutionnaire du mouvement ouvrier. N'étant jamais parvenus à entrer en synergie avec le Peuple, restant toujours marqués par leur origine petite-bourgeoise, ils en sont souvent réduits à détourner le noble discours plébéien qui fut celui du PCF avant ses reniements réformistes et révisionnistes. Mais cette manipulation ne semble pas prendre, de nombreux ouvriers préfèrent voter FN que de soutenir ces gens qui ne masquent pas leur mépris pour eux. En effet, les trotskistes ne manquent jamais une occasion de traiter les travailleurs français de tout les mots : racistes, embourgeoisés, réactionnaires... Avec leur tournant vers de « nouveaux sujets révolutionnaires » (« les sans papiers », « les homosexuels », « les femmes », « les sans-logis »), ils voient déjà en eux une relève pour la Révolution. Mais quand on gratte un peu, que constatons-nous, là aussi ? La même récupération. Voulant manipuler les revendications des minorités pour créer des foyers d'agitation, ils se posent en seule direction possible pour leurs luttes. « Les immigrés sont gentils, mais incapables de mener leur combat efficacement » sous-entend le discours paternaliste de représentants de collectifs dirigés par les trotskars. Créant partout la division, ils servent ainsi les intérêts du système.

Nous pensons que de nombreux sympathisants et même, militants, de cette tendance ne se rendent pas véritablement compte du rôle qu'on leur fait jouer. Nous espérons contribuer à leur ouvrir les yeux pour qu'ils puissent rejoindre l'authentique combat des travailleurs européens pour leur émancipation. <

NOTES

1- Il faut en finir avec le mythe du soi-disant « Testament » de Lénine qui n'a aucune valeur politique dans la mesure où Lénine n'a jamais désiré rendre publiques ses quelques notes, rédigées alors qu'il était gravement malade, sérieusement atteint dans sa capacité de travail et se trouvant dans la nécessité d'être éloigné de la scène politique. L'opinion de Lénine sur Trotski ne fait guère de doute car il l'a exprimée à de nombreuses reprises. Ce dernier n'a cessé de louvoyer entre mencheviks et bolcheviks durant tout le début du 20^e siècle. « Lénine ne manifesta à personne une telle hostilité personnelle, quel qu'ait été leur accord sur les problèmes de fond. Il le traitait selon les circonstances de phraseur bruyant, de comédien, d'intrigant, d'entremetteur et de Doux-Judas (en référence au personnage de Saltykov-Chtchedrine), ne manquant pas une occasion de proclamer que Trotski était un individu dépourvu de principes, naviguant entre différents groupes et soucieux seulement de ne pas être pris sur le fait ». Leszek Kolakowski. Histoire du marxisme. Tome 2. P.537. Ed. Fayard. 1987.

Citations de Lénine à l'appui de ces affirmations : « On ne peut pas discuter sur le fond avec Trotski, car il n'a aucune conviction. On peut et on doit le faire avec les liquidateurs et les ostovistes convaincus [fraction du parti bolchevik, en français les révocateurs, car ils demandaient le rappel de la douma des députés démocratiques], mais avec quelqu'un qui joue à couvrir les fautes des uns et des autres, on ne discute pas, on le démasque comme... diplomate au petit pied » (« A propos de la diplomatie de Trotski », 21 décembre 1911, Œuvres, vol.17, p.366).

« Trotski n'a jamais eu aucune « physionomie », et il n'en a aucune [comme Besancenot ?] ; il n'a à son actif que des migrations, que des désertions qui l'ont fait passer des libéraux aux marxistes et vice versa, des bribes de mots d'esprit et de phrases ronflantes, pillés à gauche et à droite. » (« La désagrégation du bloc d'août », 15 août 1914, Œuvres, vol. 20, p.164). Ce portrait s'applique à merveille à ses disciples parcourant la planète mondialisée. Staline revient !

2- Denis Boneau, « Quand la CIA finançait les intellectuels européens », long article qui détaille la mise en place d'un réseau d'intellectuels proaméricains des années 50 à nos jours. Disponible sur le site du Réseau Voltaire : www.voltairenet.org

3- Le rôle du PCF n'étant lui aussi pas très clair dans cette affaire. Complètement vassalisé au PS, M-G Buffet semble avoir poussé à une rupture au sein d'un mouvement qui pouvait faire de l'ombre à la candidature de Royal. Contre la promesse de sièges aux législatives ? Fort probablement...

4- La candidature « indépendante », G. Schivardi, va dans ce sens. L'ancien du PS est soutenu à bout de bras par le PT.



Léon Trotski

Nous voulons détruire la gauche !

Texte d'autonomes sur la nécessité d'en finir avec la gauche pour en finir avec le capitalisme...

Nous voulons la mort de la gauche pour aider la lutte, nous voulons la mort de la gauche tout autant que celle de la droite et du capitalisme.

Nous voulons détruire la gauche car elle empêche toute prise de conscience collective, elle freine toute initiative de renversement d'une société que nous rejetons tous : toute initiative révolutionnaire.

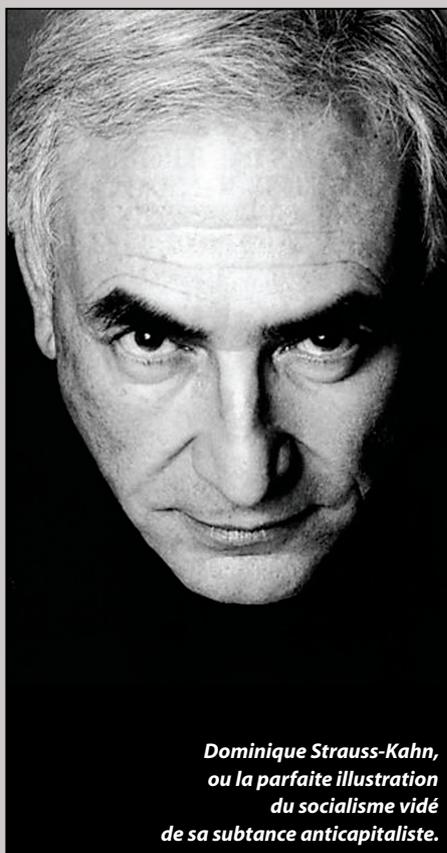
Non, ce texte n'a pas pour but de s'attaquer aux partis déjà haïs de la gauche plurielle. Car nous savons déjà que cette gauche est critiquable de par ses positions, de par ses actions, et de par le simple fait d'exister en tant que partis politiques, par le simple fait de réclamer le pouvoir.

Ce texte a été écrit pour critiquer la gauche, quelle qu'elle soit. Son existence même. La gauche telle qu'elle est en 2007, dans ses partis, dans ses mouvements (l'altermondialisation pour n'en citer qu'un). La gauche qu'elle soit institutionnelle ou non. Pas seulement celle qui expulse les squatteur-euses, qui se fout des travailleurs, qui pactise avec le MEDEF, qui lutte pour le pouvoir, qui use de tous les artifices de la société capitaliste.

Toute la gauche. Celle qui milite. Celle qui réclame, qui proteste gentiment, qui veut réformer le capitalisme... Celle qui se dit libertaire, qui se complait dans le tourisme militant et dans ses revendications...

Cette gauche est à détruire par le simple fait qu'elle plait, qu'elle séduit dans son fonctionnement actuel.

Nous savons que les rassemblements militants de la gauche, d'Evian au FSE, en passant par le Larzac ne mènent à rien. Nous savons tous que les manifestations ponctuelles, les grèves d'un jour n'apportent rien. Et nous savons aussi que cet état de fait est en grande partie dommeable aux partis, aux syndicats



*Dominique Strauss-Kahn,
ou la parfaite illustration
du socialisme vidé
de sa substance anticapitaliste.*

et aux organisations de gauche.

Ces organisations qui ne souhaitent pas la disparition d'un système qui les fait vivre ; tout autant que les collectifs qui se complaisent dans l'attente du grand soir. Pourtant, malgré cela, la gauche arrive toujours à créer l'illusion d'un changement possible. Un changement qui devrait passer par elle.

La gauche récupère. La gauche phagocyte tout mouvement, d'où qu'il vienne. La gauche récupère volontairement, de par son fonctionnement même. Et involontairement de par son existence, de par la façon dont elle est perçue par le reste du monde.

Un drapeau de la LCR dans un mouvement suffit pour que ce dernier y soit entièrement associé par les médias bourgeois (ou non). Actuellement tout mouvement DOIT être associé à la gauche. Sinon il perturbe. La gauche est associée aux mouvements car elle est active.

Oui la gauche est active. La gauche critique ceux qui ne sont pas actifs. Mais tout en restant impuissante. Pourtant il

ne suffit plus de montrer aux gens cette impuissance de la gauche. Il faut détruire la gauche, en commençant par détruire la vision qu'ont les gens de la gauche. Car par son activité débordante, qu'on ne peut nier, la gauche nuit à toute initiative révolutionnaire.

La gauche est un grand canalisateur, un grand abrutisseur. La gauche est la télé, la religion des gens qui se sentent éveillés. Ces gens n'ont plus besoin de bouger, de vouloir. Leur activité militante leur suffit.

Certains se laissent mener par la gauche. N'agissent que par elle. Mais qu'ils se laissent guider complètement ou non par la gauche, ils pensent toujours que leur activité, que leur appartenance à la gauche sert à quelque chose. Et c'est ce qui rend la gauche dangereuse.

Pour détruire la gauche commençons déjà par ne plus être la gauche. Cessons de reproduire les schémas que nous critiquons. Cessons de revendiquer et de s'activer. Cessons de nous chercher des noms. Cessons de penser à notre image. Seule l'action compte. Maintenant il faut agir.

Cessons de soutenir inconsciemment la gauche, cessons de participer à leur activité, il faut arrêter de cultiver cette image de gauche utile.

Enfin empêchons la gauche de jouer ce rôle de récupérateur et de canalisateur. Systématiquement, la gauche doit devenir inexistante dans un mouvement qu'elle n'a pas insufflé. Commençons par détruire tout symbole de la gauche qui pourrait s'immiscer dans une lutte et qui participe à un phénomène de récupération, parfois inconscient mais inexorable.

Quand la contagion de la gauche sera maîtrisée, il n'y aura plus qu'à la détruire, cesser l'aliénation. Pour que l'individu qui lutte existe en tant que tel, pour qu'une lutte ne soit plus associée qu'à sa cause et non à ceux qui la maintiennent. Pour que les gens ne se complaisent plus dans une activité militante inefficace.

Le changement se fera sans la gauche ou ne se fera pas.<

Au coeur du Labyrinthe ...

Cornelius Castoriadis

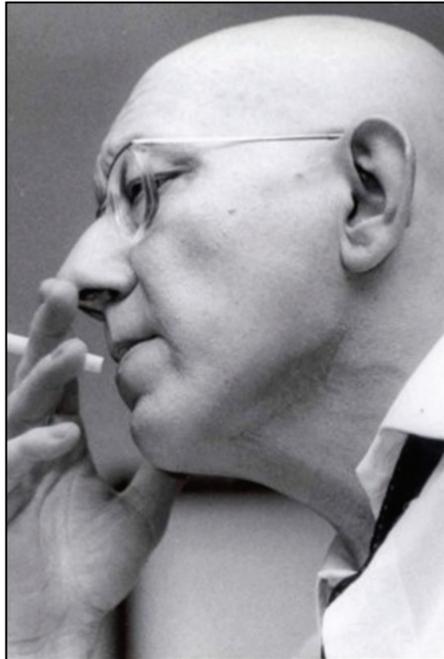
Intellectuel atypique, Cornelius Castoriadis, disparu à la fin de l'année 1997, avait tenté de cerner la modernité occidentale et de repenser le projet révolutionnaire à l'heure de la dernière des mutations du Capitalisme. Se fondant sur la richesse d'une approche pluridisciplinaire, basée sur une connaissance hors norme des divers domaines de la pensée (sociologie, philosophie, économie, histoire, psychologie), il avait façonné une théorie qu'il voulait en perpétuelle évolution. Jusqu'à présent peu connu du grand public, elle tend à être justement redécouverte au sein des divers mouvements contestataires.

Penser la modernité occidentale

Né en Grèce en 1922, il s'engage dès sa jeunesse au sein du Parti Communiste de son pays. Refusant l'alignement sur Moscou, le jeune étudiant rejoint ce qui lui semble être la seule opposition révolutionnaire au stalinisme : le trotskisme. Après guerre, il émigre en France et fonde une tendance au sein de la section française du Parti Communiste International. L'observation de la réalité sociale et des cénacles sclérosés de l'extrême gauche lui font comprendre les limites de cette mouvance. Jugeant indispensable une nouvelle appréciation de l'évolution de l'économie capitaliste et des orientations du Mouvement Ouvrier, il co-fonde en 1949 avec Claude Lefort le groupe/revue Socialisme ou Barbarie. La rupture est complète avec le trotskisme et la critique du stalinisme est radicale. Socialisme ou Barbarie insistera particulièrement sur le fait que les sociétés à l'Est comme à l'Ouest du Mur étaient dominées par deux variantes du même régime social : le Capitalisme Bureaucratique et le Capitalisme libéral.

La critique du bureaucratisme à l'Est est connue et nous ne reviendrons pas dessus, vu que ce système a actuellement disparu. Plus intéressante (et surtout à l'ordre du jour) est la réflexion de « Castor » sur l'évolution du monde occidental à l'heure de la domination totale de l'Economie. L'après-guerre est marquée pour Cornélius Castoriadis par l'émergence de la bureaucratisation de la société et la privatisation des individus : « la consommation pour la consommation dans la vie privée et l'organisation pour l'organisation dans la vie publique. ».

La bureaucratisation de la société correspond à la prise en main par les « spécialistes », les « experts » et les « technocrates » de la direction de l'ensemble des activités collectives. Cet appareil impersonnel est rigoureuse-



ment et hiérarchiquement organisé pour ne laisser aucune place à l'autodétermination populaire. Cette dépossession de la capacité de choisir son destin s'accompagne de la privatisation des individus. C'est le retrait dans la sphère privée, le désintérêt pour toutes les formes d'activité sociale et de la chose publique. Ces deux aspects marquants de nos sociétés, Castoriadis les analyse comme la capacité du capitalisme à exploiter et intégrer, en même temps, de larges franges de population. Par ce processus complexe, par le confort, la consommation, les loisirs, le conformisme, le système capitaliste, ce « cauchemar climatisé », réussit à gagner la servitude volontaire, l'adhésion du peuple, tout en l'exploitant : « L'aliénation croissante des hommes dans le travail est compensée par « l'élévation du niveau de vie » ». Mais dans cette société, le revenu n'a guère « de signification que par la consommation qu'il permet », et celle-ci tend à n'être que la satisfaction de besoins artificiels fabriqués par les industriels et les publicistes. Du social au politique, on retrouve l'impossible logique du capitaliste : solliciter la participation mais interdire toute initiative en dehors des normes du système. Elle forge un individu « défini par l'avidité, la frustration, le conformisme généralisé, (...) la fuite dans la consommation, (...) le fatalisme, (...) perpétuellement distrait, zappant d'une « jouissance » à l'autre, sans mémoire et sans projet, prêt à répondre à toutes les sollicitations d'une machine économique qui de plus en plus détruit la biosphère de la planète pour produire des illusions appelées mar-

chandises ». Un être incapable de se prendre en mains, entièrement déresponsabilisé.

Castoriadis détaille (dès les années 60) la très nette séparation entre la vie privée des individus et la vie publique de la société. Ces deux vies, ces deux sphères se mêlent peu, les individus ne se préoccupent que de leur routine et laissent leurs représentants politiques se débrouiller entre eux : « La chose publique ou plus exactement la chose sociale est vue non seulement comme étrangère ou hostile, mais comme échappant à l'action des hommes ». « Les « oligarchies libérales » contemporaines - nos « démocraties » - prospèrent sur ce renoncement.

Castoriadis parle en définitive de la décomposition de notre société, qui se voit surtout dans la disparition des significations, l'évanescence presque complète des valeurs : « La seule valeur qui survit est la consommation ». On est bien dans une société qui se désintéresse de plus en plus de la « politique » - c'est-à-dire de son sort en tant que société- et qui privilégie l'Economie. Cette crise est liée pour Castoriadis à « l'effondrement de l'auto-représentation de la société », à une absence de projet, d'horizon, à une « inhibition de la puissance de création ». Dans ce huis clos historique, les contraintes qui paralysent l'imagination et l'activité politiques rendent possibles les régressions vers la « Barbarie ». Et le « Socialisme » dans tout cela ?

Redéfinir le projet révolutionnaire

Socialisme ou Barbarie a eu un rôle fondamental dans l'émergence d'une nouvelle critique du capitalisme. Mais en 1967, l'organisation va s'autodissoudre à la suite de désaccords internes sur l'orientation stratégique à suivre. Pour sa part, Castoriadis poursuit sa réflexion de manière indépendante et non dogmatique. S'interrogeant sur l'actualité du projet révolutionnaire, il est amené à redéfinir les apports de l'héritage du mouvement ouvrier.

Sa « rupture » avec le Marxisme est d'abord une réaction contre les interprétations arides et erronées de certains des zéloteurs, alors à la mode, de l'auteur du Capital. Mais c'est surtout la prise de conscience d'une faille au sein de la réflexion du philosophe allemand. Par son culte du rationalisme scientifique, Marx, a pour lui, fait l'erreur de croire que des règles définitives pouvaient expliquer l'ensemble des mécanismes sociaux. Ce faisant il rejoint les théories capitalistes et déterministes de la rationalité économique, où l'économie est un système prédominant, séparé du reste des relations sociales, et où il constitue la seule motivation de l'agir humain. Le marxisme reste donc ancré dans l'optique capitaliste, ce

qui rend d'autant plus facile sa récupération (par exemple par la social-démocratie). Il faut donc rompre avec « l'économisme » et sa logique déterministe.

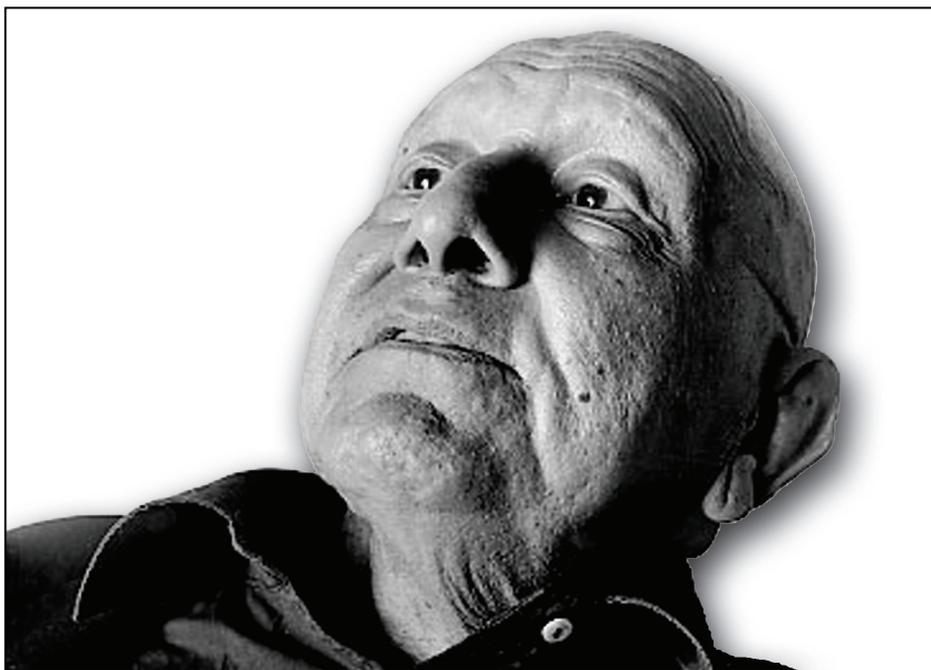
Mais sa critique de Marx ne se traduit pas par un reniement du projet révolutionnaire ou par un ralliement à la démocratie libérale. Au contraire, c'est la volonté de redonner tout son sens à la perspective émancipatrice et révolutionnaire qui va animer sa réflexion. La nouvelle situation, la domination sans partage du Capitalisme, exige une nouvelle pensée radicale. Elle conserve l'essence initiale de la pensée politique de Marx : la réintégration du théorique dans la pratique historique. C'est-à-dire ne plus interpréter le monde, mais le transformer.

Pour Castoriadis, l'avènement d'une société autonome passe par une révolution. Mais pour lui, la révolution n'est pas seulement un moment ponctuel et brutal, ni n'ouvre d'un coup les portes d'une ère paradisiaque. La révolution est surtout un processus, qui peut prendre du temps, où l'autonomie, le socialisme sont déjà mis en pratique, et qui remet en question la société dans sa globalité. Pourquoi nous faut-il une révolution pour changer la société ? Castoriadis insiste sur l'aspect global de notre société : tout s'y tient, l'aliénation concerne tous les domaines de la vie, l'économie, la culture, etc. La critique de la société doit « s'élargir à tous les aspects de la vie moderne ». Et le renversement de cette société, par conséquent, ne peut être que total.

Les formes d'un tel bouleversement ? « S'agissant des formes d'organisation et d'action de la population, l'idée centrale consiste à concurrencer et marginaliser les partis politiques moyennant la création et la mise en oeuvre par la population d'organes collectifs autonomes et démocratiques. » Castoriadis parle de « l'autonomie du prolétariat : (...) ce dernier doit parvenir à la conscience socialiste que dans et par son expérience propre ». L'émancipation des travailleurs sera donc l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes. La différenciation entre dirigeant et dirigé devant être abolie par l'action collective qui trouve sa forme la plus aboutie dans l'idée moderne des conseils ouvriers. Plus largement que l'unique prolétariat, elle concerne l'ensemble des femmes et des hommes qui subissent le système.

« Le Socialisme, écrit-il, ne peut être ni le résultat fatal du développement historique, ni le viol de l'histoire par un parti de surhommes, ni l'application d'un programme découlant d'une théorie vraie en soi – mais le déclenchement de l'activité créatrice libre des masses opprimés, déclenchement que le développement historique rend possible et que l'action d'un parti basé sur cette théorie peut énormément faciliter ».

Castoriadis définit le Socialisme comme la volonté d'instaurer une société caractérisée par la maîtrise consciente des hommes sur leur existence, leur activité et leurs produits :



« Le Socialisme vise à donner un sens à la vie et au travail des hommes, à permettre à leur liberté, à leur créativité, à leur positivité, de se déployer, à créer des liens organiques entre l'individu et son groupe, entre le groupe et la société, à réconcilier l'homme avec lui-même et avec la nature ».

Le projet d'autonomie

L'oeuvre de Cornelius Castoriadis s'est construite sur cette interrogation politique cruciale : « Comment les hommes peuvent-ils devenir capables de résoudre leurs problèmes eux-mêmes ? ».

Il trouvera un début de réponse dans l'élaboration du projet d'Autonomie (I). La lutte contre l'aliénation, contre l'« hétéronomie » devient une lutte pour l'autonomie. C'est-à-dire la capacité consciente des humains à être entièrement maîtres de leur vie, de leur société, des institutions qu'ils se donnent. Le noeud de cette question d'autonomie et d'hétéronomie, c'est l'idée que toute société humaine, toute institution, a été créée par les humains, relève du domaine de l'humain, et peut être changée. Il s'agit pour les humains de comprendre que leur société leur appartient, qu'elle ne fonctionne que par leur participation plus ou moins forcée, qu'ils peuvent se la réapproprier.

Les pays occidentaux vantent leur modèle de « démocratie » et le présentent comme un aboutissement des idéaux humanistes. Mais soyons clairs : notre « démocratie » n'est qu'une démocratie représentative, loin du « pouvoir du peuple » que devrait pourtant désigner son nom même. Face à notre modèle de démocratie représentative, Castoriadis propose celui de démocratie directe, « que caractérisent trois traits essentiels : le peuple par opposition aux « représentants », le peuple par opposition aux « experts », la communauté par opposition à « l'Etat ». Dans la démocratie directe, selon le prin-

cipe d'autonomie, chaque loi est décidée directement et collectivement par toutes les personnes auxquelles elle s'applique, « en sorte que l'individu puisse dire, « réflexivement et lucidement, que cette loi est aussi la sienne ». L'autonomie suppose donc « un état dans lequel la question de la validité de la loi reste en permanence ouverte. ». C'est ce questionnement politique même, collectif, lucide, délibéré et continu, qui importe : Castoriadis l'associe à la philosophie et à « la vérité comme mouvement interminable de la pensée mettant constamment à l'épreuve ses bornes et se retournant sur elle-même (réflexivité) ». Castoriadis affirme donc que nous ne pouvons nous reposer sur aucune certitude, aucun principe absolu, pour justifier nos choix de société. Il rappelle que toute la responsabilité d'un choix politique revient à l'homme, que ce choix ne dépend que de lui, qu'il doit en être conscient et assumer cette responsabilité.

Cette idée de responsabilité doit aboutir à une auto-limitation librement consentie. Au sein de la société autonome, rien ni personne d'autre que leur propre conscience, leur propre éthique, leur propre réflexion ne doit limiter la créativité des hommes.

Pour mettre en place la démocratie directe, il nous faudra bien sûr abandonner la démocratie actuelle et changer nos institutions, mais il faudra aussi et surtout changer les mentalités. « Si [les citoyens] ne sont pas capables de gouverner- ce qui reste à prouver -, c'est que « toute la vie politique vise précisément à le leur désapprendre, à les convaincre qu'il y a des experts à qui il faut confier les affaires. Il y a donc une contre-éducation politique. Alors que les gens devraient s'habituer à exercer toutes sortes de responsabilités et à prendre des initiatives, ils s'habituent à suivre ou à voter pour des options que d'autres leur présentent. Et comme les gens sont loin

d'être idiots, le résultat, c'est qu'ils y croient de moins en moins et qu'ils deviennent cyniques (...) Les institutions actuelles reposent, éloignent, dissuadent les gens de participer aux affaires ». » Les humains doivent cesser de considérer la politique comme un domaine séparé et spécialisé, et doivent apprendre à la voir « comme un travail concernant tous les membres de la collectivité concernée, présupposant l'égalité de tous et visant à la rendre effective ». Le projet de société autonome peut paraître une belle utopie, abstraite et idéale... Mais Castoriadis rappelle que ce projet, ce rêve existe depuis des centaines et des milliers d'années, depuis qu'on a commencé à parler de Démocratie dans la Grèce antique. Il implique « une mutation anthropologique ».

Cars construire une société révolutionnaire ne signifie pas simplement changer les structures administratives, les institutions ou l'appareil de production... Cela signifie changer de valeurs, de mœurs, de morale, de men-

talité : « C'est seulement au niveau culturel qu'une politique de la liberté peut s'ancrer profondément et durablement, et par conséquent être investie par les individus. ». C'est par l'éducation, ce qu'il appelle « païdeia », « La païdeia, l'éducation-socialisation, (...) a pour fonction d'incarner et transmettre la conception (...) du bien commun ». En effet, comme dans toute société, l'éducation, la socialisation, l'acculturation, fait le lien entre chaque individu et l'ensemble de la société, entre le domaine intime, personnel et le domaine collectif des structures sociales. Castoriadis fait justement de la païdeia « l'institution la plus radicale, centrale et fondamentale du projet d'autonomie ».<

NOTES

1> Un peu d'étymologie... Auto = le même, hétéro = l'autre, nomos = la loi, donc autonomie = exécuter des lois qu'on se donne soi-même (« sachant qu'on le fait » ajouterait Castoriadis), hétéronomie = exécuter des lois données par d'autres.

Oeuvre de Castoriadis

L'institution imaginaire de la société
- Le Seuil - 1975

Les Carrefours du labyrinthe - Le
Seuil - 1978

La Montée de l'insignifiance - Le
Seuil - 1996

Une société à la dérive, entretiens et
débats 1974-1997 - Le Seuil - 2005

Sur la pensée de Castoriadis

Gérard DAVID, Cornélius Castoriadis
: le projet d'autonomie - Michelon
- 2000

L'étude la plus complète sur sa pen-
sée politique. Indispensable pour
comprendre son engagement.

Nicolas POIRIER, Castoriadis : l'imagi-
naire radical - PUF - 2004

Une approche plus philosophique.



Contribuez au développement de la revue des convergences
anticapitalistes et antimondialistes.

Créons ENSEMBLE une nouvelle alternative

SOCIALISTE et POPULAIRE !

Abonnez-vous, diffusez et **PARTICIPEZ à Rébellion !**

> Bulletin à photocopier et à remplir.

BULLETIN D'ABONNEMENT A RÉBELLION

Nom Prénom

Adresse

Email

Abonnement pour un an **6 numéros**

- Normal > 18 €
- Lycéens, Etudiants, Chômeurs > 15€
- Pour l'étranger > 23€
- De soutien...

> Chèque à l'ordre de l'association «Pour la renaissance du socialisme européen»

BP 62124 - 31020 TOULOUSE Cedex 2
rebellion_larevue@yahoo.fr
<http://rebellion.hautetfort.com>



Bimestriel socialiste révolutionnaire européen

DELOCALISATIONS, LICENCIEMENTS...

CONTRE LA VIOLENCE DU PATRONAT APATRIDE !



BIMESTRIEL SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE EUROPEEN